ISSN 0024-7650

Des listes Lutte Ouvrière - Ligue Communiste Révolutionnaire aux élections municipales

P. 10-11

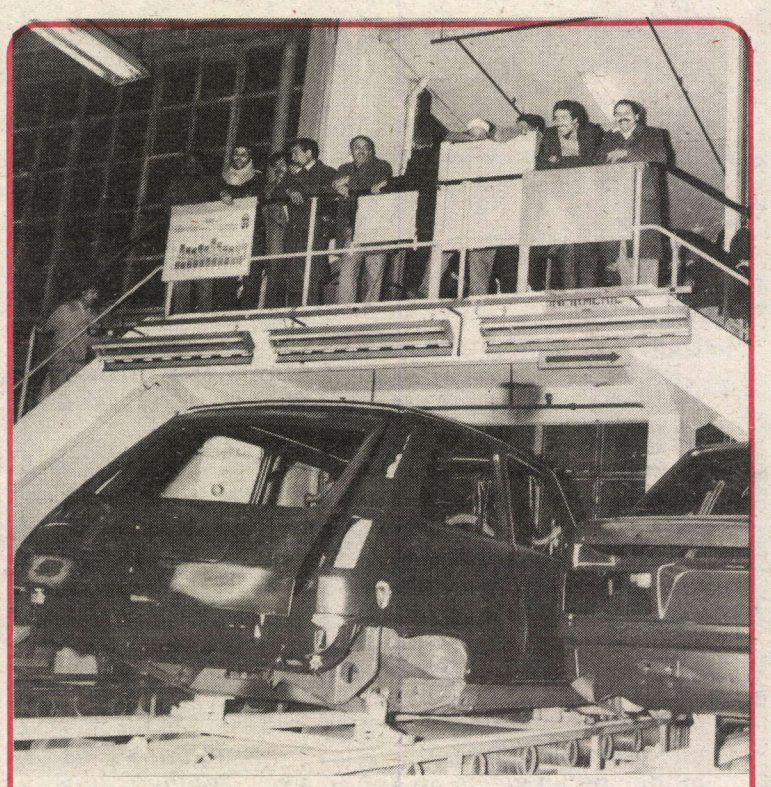
lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 763 - 15 janvier 1983 - prix : 6 F

Nouvelle-Calédonie : une des dernières possessions du colonialisme français

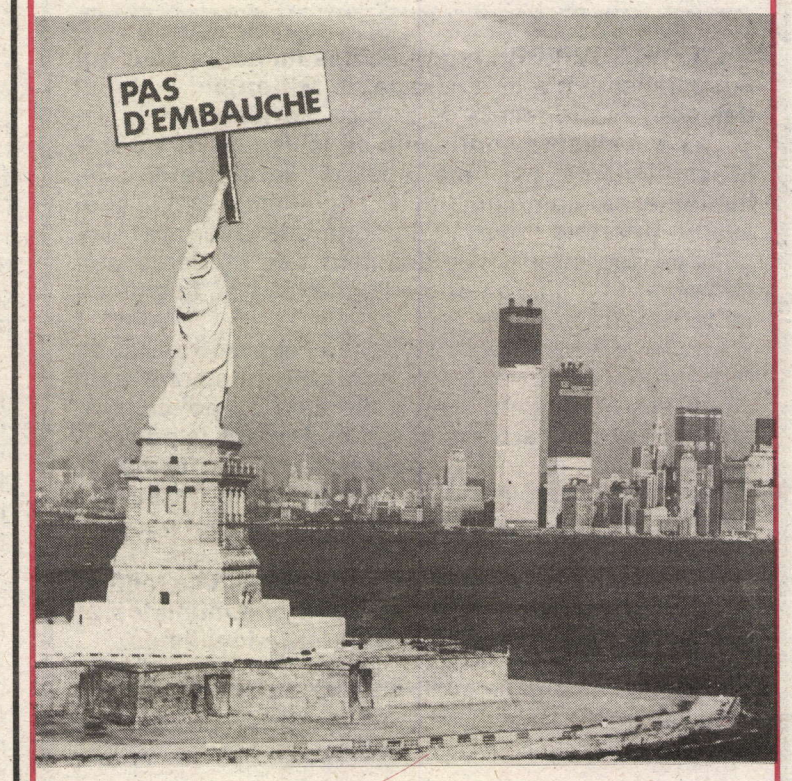
P. 8 - 9

Municipales : des manœuvres d'états-majors dont les travailleurs sont les pions.



● *Les grèves à la régie Renault*

P. 20



● *USA : le chômage s'aggrave*

P. 7

M 6189 - 763 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 7 :
— **USA : le chômage s'aggrave.**
— **Italie : manifestations contre l'austérité.**

Pages 8 et 9 :
— **Nouvelle-Calédonie : révolte d'une communauté canaque contre la destruction de ses seuls moyens d'existence.**
— **Grèce : régime spartiate pour la population.**
— **Turquie : 84 morts dans l'effondrement d'un immeuble.**

En France

Page 4 :
— **En bref : As-tu lu Attali ? Essence : ça baisse ! Ordure raciste. Thatcher débarque aux Malouines.**

Page 5 :
— **Faire campagne contre le travail noir, c'est plus facile que de trouver du travail aux chômeurs.**

Page 6 :
— **La retraite à 60 ans : pour ceux qui peuvent s'en contenter.**

Pages 10 et 11 :
— **Les listes Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire aux élections municipales.**
— **Texte de l'accord conclu entre LO et la LCR.**

Page 12 :
— **Hôpital d'Issoire ; Triage de Villeneuve-Saint-Georges.**

Pages 14 et 15 :
— **Dans les entreprises : Cellulose de Strasbourg ; Citroën Levallois ; Ateliers de Bobinage Charentais ; Renault Véhicules Industriels ; Chausson Gennevilliers ; CIT Arcueil.**

Page 20 :
— **Les grèves à la Régie Renault Flins et Billancourt.**

Culture

Pages 16 et 17 :
— **Livres : *La couronne de plumes* d'I.B. Singer ; *La conquête du savoir* d'Asimov ; *Une journée plus longue qu'un siècle* de T. Aïtmatov ; *Toujours plus* de F. de Closets ; *L'hiver du doyen* de S. Bellow.**

Pages 18 et 19 :
— **Films : *Danton* d'A. Wajda, avec G. Depardieu ; reprise de *La poursuite impitoyable.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

RÉGIE RENAULT : PRÉVISIONS 83

Production en hausse, pouvoir d'achat en baisse

« *Dire qu'il y aura une reprise rapide après la crise de la conjoncture mondiale est totalement illusoire. On va vivre avec une croissance mondiale très lente, avec une concurrence internationale qui va être très vive. Nous allons opérer dans un environnement qui ne sera pas du tout porteur, ni favorable* ».

C'est ainsi que le P-DG de la Régie Renault a commencé l'exposé qu'il a fait devant les membres du dernier Comité central d'entreprise, reproduit dans la revue Renault-Inter du 27 décembre.

Certes, depuis plusieurs années maintenant, la production automobile mondiale diminue : 31,7 millions de voitures en 1978, ce qui représentait un record historique, d'après l'hebdomadaire *L'Expansion* d'octobre 1982 ; 31,3 en 1979 ; 28,9 en 1980 ; 27,9 en 1981. Et la Régie n'a pas échappé à la règle ; après avoir fait sortir de ses chaînes 1,8 million de voitures en 1980, sa production a chuté de 14,5 % en 1981 et elle a annoncé un déficit de 675 millions de francs.

Pourtant, malgré cet exposé de présentation plutôt sombre sur « l'environnement international », ce sont des chiffres en hausse que la Régie annonce pour 1982. Sur le plan production, elle prévoit même un « *marché record* » avec deux millions de voitures en France. Sur les onze premiers mois de l'année, la production a augmenté de 12,1 % par rapport à la même période de 1981, les exportations de 16,3 %, et la Régie occupe 39,2 % du marché automobile en France devant PSA (30,2 %), le troisième constructeur étant Ford avec 6,4 %, les Japonais atteignant quant à eux 3 % du marché.

C'est dire que le danger japonais ou américain, tant dénoncé ici, a été surtout un bon prétexte, pour la Régie en tout cas, d'augmenter les cadences et d'en faire supporter le poids aux travailleurs. Car si la production a augmenté, les salaires sont restés en arrière et la Régie a même bénéficié en prime, grâce au gouvernement, de quatre mois de blocage des salaires, alors qu'elle a pu augmenter le prix de certains de ses modèles à deux reprises dans le même laps de temps.

Et si en 1983, les prévisions sont en hausse pour les programmes de fabrication, elles ne le sont pas pour les salaires, puisque la direction générale, dont on ne sait pas si elle suit ou précède les consignes gouvernementales, ne propose que 7 % sur toute l'année et veut bien envisager un petit supplément, qu'elle ne chiffre pas, en fonction de la productivité.

Pour justifier cette position, elle invoque, comme PSA d'ailleurs, un déficit d'un milliard en 1982, tout en se gardant bien d'en expliquer clairement les raisons aux travailleurs et à l'opinion publique. Mais le P-DG de la RNUR n'hésite pas par contre à confier ses réflexions à la presse complaisante (*L'Expansion* du 8-28 octobre 1982), quand il s'agit de s'en prendre au niveau de vie des travailleurs. « *Bernard Hanon pense toutefois qu'il existe désormais une opportunité historique d'échapper à l'indexation* (des salaires) *et de faire admettre aux salariés une perte de pouvoir d'achat, non seulement en masse mais aussi en niveau* ». Les intentions patronales sont claires. Reste à savoir évidemment si les travailleurs accepteront de se serrer la ceinture comme le souhaitent Hanon et ses collègues.

Voir page 20 nos articles sur les grèves à Renault-Flins et Billancourt.

RÉUNIONS PUBLIQUES

• A PARIS

VENDREDI 21 JANVIER
A 20 H 30.

« La situation politique et sociale à six semaines des élections municipales ».

Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5e
Mo Maubert-Mutualité.

• A ORLÉANS

VENDREDI 21 JANVIER
A 20 H 30.

« Le gouvernement de la gauche contre les travailleurs ».

Salle Groslot (ancienne mairie).

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Municipales :

Des manœuvres d'état-major dont les travailleurs sont les pions

L'APPROCHE des élections municipales provoque du remue-ménage au sein des grands états-majors politiques du pays. La droite, qui n'a pas grand-chose à perdre et une revanche à gagner, en salive d'avance et utilise tous les moyens pour en faire un test politique national contre la gauche. La gauche, elle, est sur la défensive, et ne sait trop comment limiter les effets d'un recul électoral éventuel. Toujours est-il que la mobilisation nationale des états-majors donne de plus en plus une tournure politique à ces élections municipales, comme ce fut d'ailleurs le cas lors des précédentes, quand la position des uns et des autres était inversée.

Mais cette fois-ci le Parti Communiste et le Parti Socialiste s'attendent à essuyer un désaveu de la part de leur propre électorat. Ils s'en inquiètent et ils le disent. On se demande pourquoi ! C'est donc qu'ils savent qu'ils ont mécontenté leurs électeurs ? N'ont-ils pas la conscience tranquille ?

Apparemment non. On a pu voir Georges Marchais ces derniers jours à la télévision reconnaître qu'il y avait une certaine désillusion chez les électeurs communistes. Ces électeurs, a-t-il expliqué, *« ne trouvent pas leur compte dans la politique actuelle »*. Mais quoi que fasse le gouvernement, à l'extérieur comme à l'intérieur, *« le gouvernement est dans la bonne voie »*, dit Marchais. Vous êtes déçus ? Fermez les yeux ! Bouchez-vous les oreilles ! Et quoi que vous pensiez, votez et revotez pour la gauche au pouvoir ! Vous n'êtes pas contents ? N'en dites rien ! Voilà à quoi se résume la politique du PCF, devenu l'agent de publicité le plus dévoué du gouvernement.

Le Parti Socialiste, lui, s'économise les frais de propagande. Il risque d'essuyer une claque politique aux municipales ? Certains dirigeants du Parti Socialiste semblent en avoir pris leur parti. Ils ont même annoncé qu'ils s'attendaient à perdre au moins trente à quarante municipalités. C'est que Mitterrand n'est pas venu au gouvernement pour être populaire. Son rôle de chef d'Etat est de faire encaisser aux classes populaires les attaques de la bourgeoisie, quitte, en se discréditant, à remettre la droite en selle.

Oui, la gauche au gouvernement sait très bien qu'elle déçoit les travailleurs. Même aujourd'hui, dernier exemple en date, ce qui nous avait été présenté comme l'une des grandes réformes sociales du septennat, la retraite à 60 ans, est devenue une bien piètre chose. Le gouvernement lui-même a du mal à en parler avec conviction. Car pour bien des travailleurs le montant de la retraite à 60 ans ne sera pas équivalent au montant de ce qu'ils auraient à 65 ans. Ce sera une retraite au rabais, et en tout cas moins avantageuse que ce que l'on avait jusqu'ici avec le système d'indemnisation des pré-retraites. Cette retraite à 60 ans est si peu alléchante que, parmi les experts, personne n'est capable de dire combien de travailleurs choisiront de la prendre, leur retraite à 60 ans !

Alors oui, le Parti Socialiste sait à l'avance qu'il risque de subir un échec politique aux élections municipales. Le Parti Communiste, accroché à ses strapontins ministériels, s'en désole, et voudrait faire partager ses angoisses aux travailleurs.

Eh bien non, quoi qu'on nous dise de toutes parts à gauche, cette nouvelle bataille électorale n'est pas celle des travailleurs. La gauche au pouvoir recevra peut-être un camouflet, mais alors un camouflet qu'elle aura bien mérité. Oui, il est bon qu'on sache que son électorat est déçu et qu'on ne peut mener éternellement les travailleurs aux urnes pour les tromper. Que la gauche au gouvernement essuie ses déboires électoraux elle-même ! Qu'elle cuve son discrédit toute seule !

Les travailleurs n'ont pas à partager les angoisses électorales de ceux qui leur ont menti. Au jeu électoral, ce ne sont jamais les travailleurs qui gagnent. Et si les travailleurs n'étaient pas démoralisés par l'attitude des partis de gauche, par celle de leurs syndicats, ils ne laisseraient pas la droite tirer profit du discrédit du gouvernement de gauche. Ils n'attendraient pas que les urnes permettent à tous les partis politiques de mentir à qui mieux mieux sur les conclusions des résultats du scrutin.

C'est dans la rue, dès demain, que les travailleurs pourraient dire ce qu'ils pensent de la politique du gouvernement.

Et l'on verrait bien alors si les hommes politiques de la droite apprécieraient tellement cette sorte de désaveu.

Arlette LAGUILLER

De Giscard à Mitterrand:

L'Afrique, c'est le fric

Après une visite d'inspection au Niger, en Côte-d'Ivoire, au Sénégal et en Mauritanie en mai dernier ; après une autre au Burandi, au Ruanda et au Congo en octobre, le président de la République va faire cette fois du tourisme au Togo, au Benin et au Gabon.

Accompagné de Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, et de Christian Nucci, celui qui a bénéficié d'une promotion après la mise au rancart de J.-P. Cot, Mitterrand est donc arrivé jeudi 13 janvier au Togo, le jour même où le dictateur de ce pays fêtait le 20e anniversaire du coup d'Etat de 1963.

Lors de ce coup d'Etat, l'actuel président Eyadema (président depuis 1967) s'était illustré en abattant l'ancien président Olympio alors que celui-ci venait de se réfugier dans les jardins de l'ambassade américaine. Vingt ans après, Eyadema s'est contenté de tuer lui-même une antilope, « *d'une seule balle* » précise-t-on, pour faire préparer un repas d'accueil digne de son hôte français.

A propos du régime de ce « Grand Timonier du Togo », comme aime à se faire appeler le général Eyadema, Amnesty International vient de rappeler « *les détentions sans jugement de personnes soupçonnées d'opposition au gouvernement, les mauvais traitements infligés aux détenus...* ». Mais pourquoi Mitterrand se montrerait-il à ce sujet plus tâtillon que son prédécesseur Giscard, un amateur lui aussi de paysages africains ? Le Togo est riche en phosphates et le fait que le cours de ce minerai se soit effondré, réduisant considérablement les ressources du pays, n'est pas un inconvénient pour les acheteurs. D'autre part, la France est le premier fournisseur et le premier prêteur de fonds du Togo. Les graves difficultés financières que connaît aujourd'hui ce pays, comme la plupart des pays du Tiers Monde, inquiètent peut-être quelque peu ses créanciers, notamment un consortium de banques à la tête duquel se trouve le CIC français. Mais le gouvernement togolais vient de débloquer dans le budget 1983 une enveloppe de 560 millions de francs pour apaiser ses banquiers, alors qu'il a décidé une série de mesures d'austérité pour sa population.

En ce qui concerne les libertés, il ne faudrait pas non plus être trop regardant avec le régime du colonel Kérékou au Benin où Mitterrand se rendra ensuite. Après huit années de détention, trois anciens présidents du Benin ont certes été libérés en avril 1981, mais les prisons du régime et le camp de Guezo ne se sont pas vidés pour autant. Nombre d'opposants au régime y croupissent toujours.

C'est enfin au Gabon, par lequel il terminera son voyage, que Mitterrand aura, nous dit-on, les entretiens les plus importants, et pour cause ! Des trois pays visités, c'est celui-là qui détient, et de très loin, le plus de richesses, avec en premier lieu son pétrole dans l'exploitation duquel Elf tient la toute première place. A cela, il faut ajouter des ressources minières dites « stratégiques » : du manganèse et surtout de l'uranium. Enfin, le Gabon est pour l'impérialisme français une plaque tournante en Afrique. Il y maintient en permanence quelques centaines de soldats cantonnés dans la banlieue de Libreville et y entretient des installations prêtes à accueillir à tout moment des troupes venues de France, pouvant servir de base de départ pour des opérations en direction des pays voisins, Tchad, Zaïre, etc.

C'est donc en tant que principal dirigeant d'une puissance tutélaire qui exploite tous ces pays, en tant que principal gendarme qui les opprime, que Mitterrand, comme tous les responsables de l'impérialisme français, s'est rendu en Afrique.

Olivier BELIN

EN BREF...

Une expérience concluante !

Les transports gratuits, un rêve ? Plus tout à fait pour les habitants de Montpellier, qui peuvent emprunter quatre autobus gratuits dans le centre-ville depuis le début de l'été 1982.

On a tellement écrit sur la quasi-impossibilité pour les automobilistes d'abandonner leur voiture qu'il est intéressant d'étudier l'expérience de Montpellier. 26 % des usagers de ces bus ne prennent plus leur voiture dans le centre-ville. En moyenne, les bus gratuits, qui fonctionnent de 7 h 30 à 19 h à la cadence d'un passage toutes les dix minutes, ont transporté quotidiennement 3 800 personnes, avec un coefficient de remplissage de 76 %.

On espère qu'avec de tels résultats, l'expérience ne va pas se limiter à Montpellier mais sera bientôt étendue à toutes les villes de France !

As-tu lu Attali ?

Jacques Attali, le conseiller auprès du président de la République, est sur la sellette. Une méchante campagne vise à le faire passer pour un vulgaire plagiaire. En effet, dans son dernier livre Histoires du temps, **publié en novembre dernier, deux journalistes de l'hebdomadaire *Tel* se sont évertués à rechercher les indices qui mettent en doute l'originalité des écrits de l'auteur : absence de guillemets, absence de références aux passages empruntés à d'autres auteurs, erreurs dans les renvois aux sources...**

Attali n'est ni le premier ni le dernier à être pris en flagrant délit de plagiat. Peyrefitte, ministre de Giscard, s'était fait taper sur les doigts pour les mêmes raisons après la publication du Mal français, **de même que Servan-Schreiber avec** Le défi mondial. **Attali a seulement manqué de mémoire ou de prudence. Avec le pouvoir vient la célébrité. Le conseiller du président se met à avoir beaucoup plus de lecteurs. Ça comporte des avantages... comme des risques !**

ESSENCE : ÇA BAISSE !

L'essence a donc baissé de 11 centimes par litre pour le super, 9 centimes pour l'ordinaire. Le gaz-oil baisse de 2 centimes et le fuel domestique de 4,9 centimes.

C'est la deuxième baisse en peu de temps. Déjà le 10 décembre dernier, le super avait baissé de 4 centimes ; mais le fuel, lui, avait augmenté.

C'est donc une bonne nouvelle, assez inattendue. N'oublions pas quand même que, depuis un an, le prix du super a déjà augmenté de 13,2 %, celui du fuel de 24 %. C'est dire que les compagnies pétrolières ont pris de l'avance !

Les hausses continuelles de cette année avaient comme justification la flambée du dollar. Or, depuis deux mois, il n'arrête pas de baisser (il est passé de 7,30 F à 6,67 F). Il paraissait difficile de ne pas en tenir compte du tout. Le gouvernement avait adopté en avril dernier un nouveau système de fixation des produits pétroliers, une formule automatique qui évitait que le gouvernement soit tenu responsable des hausses. Cette formule tient largement compte du cours du dollar et donc avait entraîné, dès son entrée en vigueur, des hausses en cascade. C'est donc un juste retour des choses.

D'autant qu'en période préélectorale (on annonce même une nouvelle baisse pour février), c'est plutôt bien venu. Et, même si l'essence et le fuel n'interviennent que pour 3,54 % dans l'indice INSEE, cela ne peut qu'avoir une bonne répercussion sur l'indice de janvier...

Une exception à la suppression des tribunaux d'exception !

La Cour de Sûreté de l'Etat, puis les Tribunaux Permanents des Forces Armées (TPFA) ont été supprimés par deux lois votées par le Parlement en 1981 et 1982. Cela revenait en fait à la suppression de toutes les juridictions d'exception, non soumises aux règles du droit commun, en particulier en ce qui concerne les droits de la défense.

Restaient les problèmes posés par l'espionnage et le terrorisme.

Les députés ont créé un nouveau type de juridiction — pas d'exception, les principes sont les principes — maix exceptionnelle. Il s'agit de cours d'assises sans jury, composées d'un président et de six assesseurs, tous magistrats et nommés par le premier président de la cour d'appel. Il n'est pas possible à la défense de récuser aucun de ces jurés, et 4 voix suffisent pour emporter la décision.

C'est un Roumain, informaticien dans un centre de recherches de Grenoble, qui va le premier faire connaissance avec cette juridiction très spéciale, sous l'accusation d'« intelligence avec les agents d'une puissance étrangère ».

Cela va être l'occasion de voir si c'est vraiment très différent de la Cour de sûreté de l'Etat, ou si c'est simplement l'étiquette qui a changé.

L'ordure raciste

Maurice Arreckx, le maire réactionnaire de Toulon, a déclaré le samedi 8 janvier dernier : ***« Nous sommes débordés par eux*** *(les travailleurs immigrés).* ***Il ne faut pas que le droit d'asile se transforme en accueil des chômeurs du monde entier. (...) Il faut réduire d'un million le nombre de travailleurs immigrés en France. (...) Il faut refuser d'être la poubelle de l'Europe. »***

Et il s'est trouvé, paraît-il, deux cent cinquante personnes pour applaudir à ce discours.

Rappelons, puisqu'il s'agit de poubelles, que ce sont les travailleurs immigrés qui les vident la plupart du temps. Et la France aurait vite fait de devenir une immense poubelle, si demain les ordures racistes pouvaient y faire la loi.

Le petit prince abandonné

Un prêtre anglais a déposé une demande d'aide sociale pour le petit William, 6 mois, qui a été abandonné par ses parents, le prince Charles et lady Di.

Des parents indignes, oui, qui partent aux sports d'hiver en laissant le nourrisson aux soins d'une gouvernante. C'est pour protester contre cette « démission parentale » que le prêtre a déposé cette demande d'aide sociale — cas peu fréquent pour un jeune prince, il faut bien en convenir.

Mais ce prêtre a parfaitement raison. On sait ce qui arrive quand les parents ne s'occupent pas de leurs enfants : les jeunes princes tournent mal et finissent reniés par le peuple, puis en exil, puis sur l'échafaud.

La guerre Irak-Iran : bonne affaire pour les marchands de canons français

En visite à Paris, au cours de la première semaine de janvier, le vice-président du Conseil irakien a négocié avec le gouvernement français un accord de troc, selon lequel la France augmentera son approvisionnement en pétrole irakien dans les mois à venir.

En contrepartie, le gouvernement irakien a obtenu des facilités de paiement pour les nombreux armements que son pays a achetés en France depuis le début de la guerre avec l'Iran. En ne lui mettant pas trop le couteau sous la gorge et en ayant de toute façon le pétrole comme garantie, le gouvernement socialiste espère bien que les commandes d'armes vont continuer, pour le plus grand profit des marchands de canons français. En deux ans, c'est pour 27,5 milliards de francs (40 % de leurs importations de France) que les Irakiens ont acheté en armements divers. Peu importe donc qu'Irakiens et Iraniens s'entretuent. L'essentiel, pour le gouvernement français, est de ne pas tuer la poule aux œufs d'or !

Thatcher débarque aux Malouines

Le « tigre de chiffon » visite l'un des confettis de son empire (AFP)

Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, a débarqué à l'improviste aux Malouines, samedi dernier en fin d'après-midi. Durant sa visite, la « dame de fer » y est allée de son éloge du courage des braves petits « Tommies » qui se sont battus pour garder ces îlots à l'impérialisme anglais.

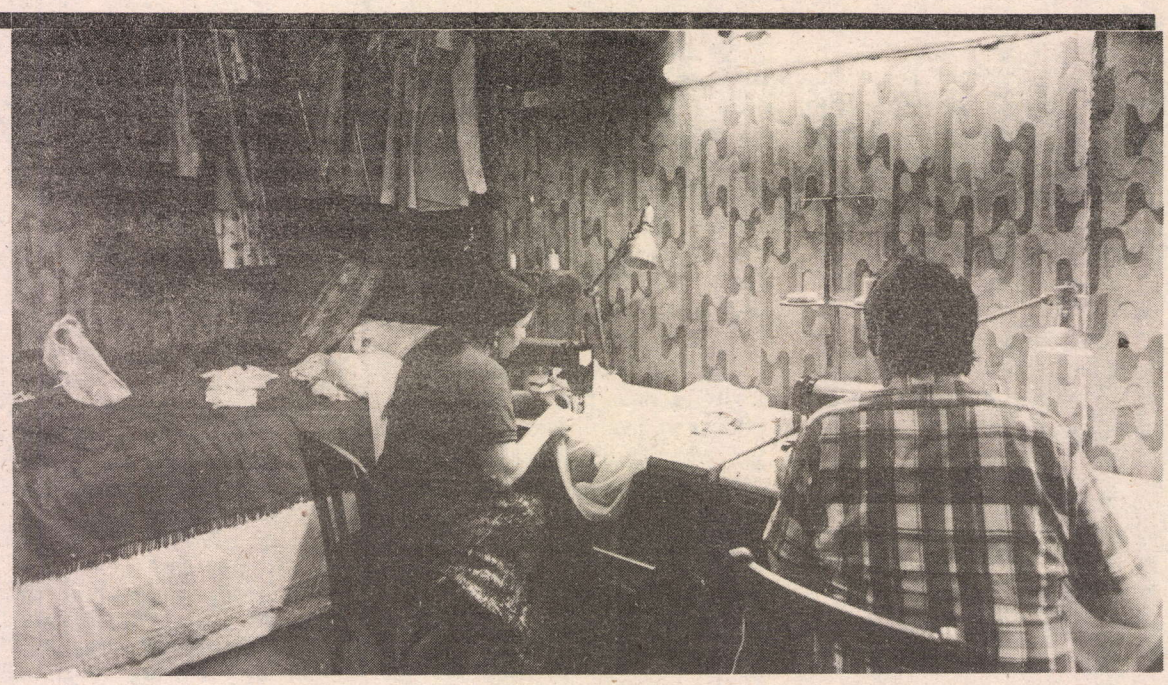
Elle a par ailleurs rappelé aux habitants de l'archipel qu'ils n'étaient pas abandonnés par la mère-patrie. A 20 000 kilomètres de distance, cela a dû passablement les réconforter.

Mais si l'occupation de l'archipel coûte cher aux contribuables britanniques, Margaret Thatcher est sans doute allée repêcher là-bas les miettes politiques de la victoire militaire. Avec l'aggravation de la crise économique en Grande-Bretagne, la popularité du Premier ministre est en berne. On peut toujours essayer de lui redonner meilleure mine en prononçant de martiales paroles aux antipodes...

FAIRE CAMPAGNE CONTRE LE TRAVAIL NOIR C'EST PLUS FACILE QUE DE TROUVER DU TRAVAIL AUX CHÔMEURS

Plus le chômage augmente, moins les gouvernants ont l'air de pouvoir enrayer son développement et plus on nous fait le coup du « travail-au-noir-responsable-de-tous-les-maux ». C'est devenu une sorte de mode que de parler de ce travail au noir dans la presse ou au gouvernement. Une mode qui n'est d'ailleurs pas spécialement française : il y a quinze jours on apprenait tout (ou presque), dans les journaux, sur le travail au noir d'Outre-Manche, après avoir été non moins soigneusement renseigné, voici quelques mois, sur les variétés italiennes de cette activité.

La France ayant quelque retard dans ce domaine, celui-ci vient d'être comblé par la publication des rapports Dupeyroux et Ragot, deux rapports officiels censés éclairer le ministre du Travail, Jean Auroux, lors de ses prochaines prises de décisions concernant le ténébreux problème du travail au noir... Un problème d'autant plus ténébreux que, sous un même vocable de « travail noir », les autorités et la presse mélangent des situations très diverses, la « débrouille individuelle » comme l'exploitation éhontée.



Le travail au noir, c'est l'exploitation éhontée de 200 000 travailleurs immigrés, et de centaines de milliers d'autres, trop mal payés et contraints de trouver des travaux d'appoint.

Près d'un million de travailleurs au noir...

La crise économique a contraint de plus en plus de personnes à recourir au travail au noir. Ces clandestins représentent maintenant environ 5 % de la population active (selon les chiffres donnés par le Bureau International du Travail, le BIT). C'est donc tout un secteur d'activités parallèle qui a surgi, mais dont les travailleurs demeurent bien moins rétribués que ceux du marché du travail régulier.

Les rapports Dupeyroux-Ragot distinguent plusieurs catégories de travailleurs au noir.

Contraints et forcés, les étrangers sans carte de travail seraient 200 000 actuellement à exercer un travail clandestin ou non déclaré par l'employeur. Ils forment le plus gros contingent de travailleurs « illégaux ». Les saisonniers employés dans l'hôtellerie, la restauration, l'industrie du tourisme et surtout l'agriculture au moment des récoltes constituent un autre fort contingent de travailleurs non déclarés.

Viennent ensuite les travailleurs à domicile rémunérés à la tâche et les handicapés, accidentés du travail, invalides mal indemnisés et parfois contraints de travailler chez eux au noir. Selon les deux rapports, nombreux aussi sont les chômeurs et pré-retraités ne percevant que des indemnités minimales (voire pas d'allocation du tout, pour certains chômeurs) qui doivent aussi trouver des « petits travaux d'appoint ».

Enfin, travaillent aussi au noir les salariés réguliers en quête d'un revenu complémentaire, certains fonctionnaires pour lesquels le cumul d'emplois est interdit, certains ouvriers ou employés trop mal payés, les conjoints ou enfants d'un salarié déjà couverts socialement.

Confection, agriculture, hôtellerie...

Parmi les secteurs qui remportent la palme du travail au noir : le bâtiment. Selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance, le CDIA, en 1977 le travail clandestin dans cette branche, en Ile-de-France, aurait représenté l'activité d'une entreprise de 4 500 salariés.

Puis vient la confection, tristement célèbre pour l'exploitation forcenée de travailleurs immigrés. En février 1980, on estimait qu'entre 25 000 et 40 000 immigrés étaient sous la coupe des « négriers » de l'habillement. Et on se souvient des grèves que certains entamèrent, voici quelques années, pour obtenir une régularisation de leur situation, une paie décente, une carte de travail, la Sécurité sociale, bref un minimum de droits.

Des secteurs entiers réclament une main-d'œuvre temporaire abondante, disponible sur le champ, prête à faire toutes les heures supplémentaires requises et révocables sans frais lorsque la tâche est terminée : ce sont l'agriculture, l'hôtellerie et la restauration. A côté de cela, disent les rapports cités, il faut prendre en compte la vente dans la rue ou à domicile, le ménage et la garde des enfants, les leçons particulières.

D'après la chambre syndicale de l'Automobile, l'ensemble de ces travailleurs au noir créent presque autant de richesse que le secteur automobile, avec un chiffre d'affaires estimé à 90 milliards. Une valeur nette de frais, car non déclarée et non imposée. Le CDIA évalue ainsi à 18 milliards le manque-à-gagner pour la Sécurité sociale et les Caisses d'assurance-chômage et à 6 milliards celui du fisc (sous la forme d'une TVA non acquittée).

L'art de faire du vent

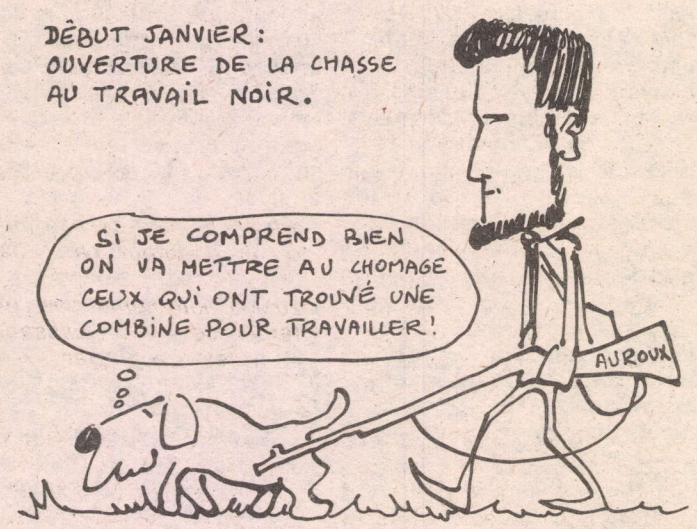
Est-ce à dire que c'est ce manque-à-gagner qui amène régulièrement les gouvernements à se préoccuper à haute voix du travail clandestin ? On peut en douter car, s'il y avait des moyens efficaces, pour le fisc, sinon de mettre un terme au travail au noir, du moins d'en retirer quelque impôt, il y a belle lurette que cela se saurait, et surtout que cela aurait été mis en application.

Non, si le gouvernement crie « *haro sur le travail au noir, ennemi du fisc et de la Sécurité sociale* » (pour reprendre un titre du journal *Les Echos* du 10 janvier), c'est bien moins dans l'espoir de grapiller quelques sous que dans celui... de faire un peu de bruit (et surtout de se faire un peu de publicité) sur cette question.

Ainsi les deux rapports préconisent-ils un renforcement des contrôles : structure interministérielle de coordination et commissions départementales de lutte contre le travail clandestin. L'URSSAF jouerait un rôle de policier du travail, toute embauche ferait l'objet d'une déclaration préalable (l'employeur ne pouvant plus prétendre, en cas d'inspection, que le travailleur non déclaré vient d'être embauché), etc. Soit, mais comment ces instances seraient-elles plus efficaces que celles qui les ont précédées et qui, elles aussi, sont censées empêcher et réprimer le travail clandestin ?

Il y a bien la prime de 30 000 F qui pourrait être versée par la Sécurité sociale à tout employé clandestin qui dénoncerait son employeur, l'URSSAF et la Sécurité sociale récupérant ensuite ces sommes sur le fautif, sous forme de rappels et amendes.

Mais combien d'émigrés-travailleurs clandestins le feront, sachant qu'ils risquent de se voir expulsés hors des frontières avant même d'avoir dit « ouf » ? Combien de clandestins de l'hôtellerie ou de l'agriculture, voire du bâtiment, prendront le risque de se « griller » auprès de toute une corporation où les nouvelles vont d'autant plus vite que, dans certains endroits, elles fournissent pratiquement le seul type d'emploi que l'on peut espérer trouver ?



Encore des cadeaux à la petite bourgeoisie ?

Il ne faudrait pas oublier une dernière mesure suggérée par les rapporteurs : l'exonération de la TVA pour l'artisan travaillant seul ou avec un unique associé ou ayant pris un apprenti.

Il s'agirait d'une mesure « incitative » à ne pas travailler au noir. Concernant la régression du travail non déclaré dans le bâtiment notamment, l'efficacité de la mesure peut laisser perplexe. Par contre cette « suggestion », si elle était adoptée par le gouvernement, serait d'une efficacité certaine... pour ce qui est d'augmenter les revenus d'une fraction de la petite bourgeoisie.

Travail au noir et chômage

On ne sait pas encore quel usage le gouvernement fera de ces rapports. Quant à leur efficacité, Maurice Ragot (le rapporteur du Conseil économique et social) lui-même semble en douter quelque peu, ayant conclu son rapport ainsi : « *Il ne saurait y avoir de lutte efficace à long terme contre le travail clandestin sans que soit parallèlement améliorée la situation de l'emploi* ».

Façon de reconnaître que ce n'est pas le travail au noir qui crée le chômage, mais l'inverse ; que, plus la crise se prolonge, plus il y a de patrons se sentant en position de force pour employer et exploiter des travailleurs hors de toute protection légale. L'extension du travail clandestin est un sous-produit direct de l'aggravation de la crise du système capitaliste. Pour résoudre ce problème, il faudrait que le gouvernement soit du côté de ceux qui en sont les principales victimes, il faudrait qu'il se préoccupe plus de défendre les travailleurs (déclarés ou non) que les entrepreneurs (petits ou gros) et leurs profits. Or tel n'est pas le cas.

Faute de quoi, le travail au noir fournit quand même de quoi occuper, sinon le ministre du Travail, du moins quelques fonctionnaires chargés de préparer ses dossiers !

Annick MORIZET

LYCÉE SAINT-LAMBERT
(Paris 15e)

Grève contre le manque de professeurs

Depuis mercredi 5 janvier, nous sommes en grève au lycée et LEP Saint-Lambert pour obtenir la nomination de quatre professeurs manquants : un professeur d'éducation familiale et sociale et un professeur de gymnastique non remplacés depuis 2 mois ; un professeur de topographie muté et non remplacé et un professeur d'allemand qui n'a jamais été nommé.

Nous sommes allés deux fois au rectorat et au ministère où on nous a répondu qu'ils ne pouvaient rien faire, faute de budget pour la gymnastique et de professeurs disponibles pour l'éducation familiale et sociale, et l'allemand.

C'est pourquoi nous avons décidé de continuer la grève et de retourner avec nos professeurs ainsi que d'autres lycéens de Paris au ministère, vendredi 14 janvier.

Et si nous n'obtenons toujours pas satisfaction, nous invitons les professeurs au chômage à venir nous voir... Le proviseur nous a dit qu'il est prêt à recevoir toutes les candidatures.

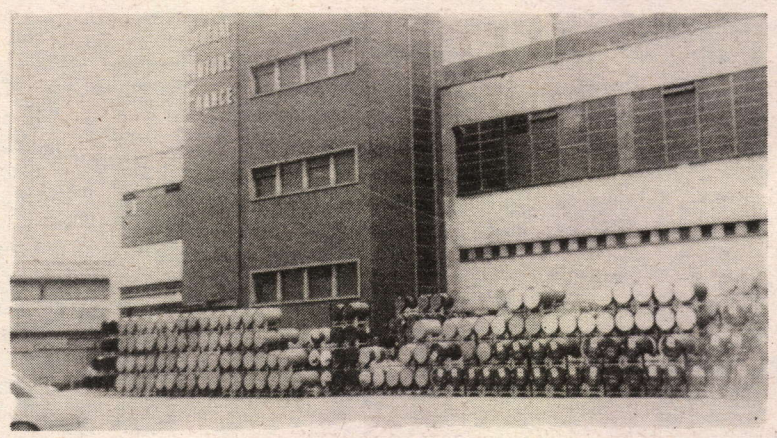
Chiche !

Des élèves du LEP Saint-Lambert.

Dans les entreprises

GENERAL MOTORS FRANCE
(Gennevilliers)

Une direction euphorique et... prudente



La GM a des carnets de commandes bien remplis. La plupart des ateliers travaillent en 3 x 8 et certains même le samedi et le dimanche. Aussi la direction de la GM n'a-t-elle pas intérêt à laisser se développer les effets de mécontentement divers.

C'est ainsi qu'il y a un peu plus d'une semaine, il y avait de la grogne à l'atelier des démarreurs.

Une dizaine d'ouvrières d'un secteur se sont mises d'accord pour réclamer une augmentation de qualification. Toutes agents de production au coefficient 145, elles voulaient le coefficient 155.

Lorsque le chef d'atelier passa dans leur coin les ouvrières lui firent part de leur exigence. Ce dernier ne trouva rien d'autre que de les convoquer une par une dans son bureau ; cela pour leur dire qu'elles étaient déjà payées au 155 (ce qui est le cas).

Mais rien ne faisait démordre les ouvrières, pas même des menaces adressées à une déléguée CGT par une chefaillonne. Les travailleuses firent comprendre qu'il y avait du débrayage dans l'air. Et le soir même les ouvrières obtenaient le coefficient 155. Une autre réaction de la direction est, elle aussi, significative.

A la GM, nous bénéficions depuis janvier d'une réduction d'horaire d'une demi-heure par semaine payée à 70 %. Ce qui représente une perte de 0,38 % de salaire.

L'ensemble des travailleurs allaient donc se retrouver à la paie de janvier avec une diminution de salaire, celle-ci allait être minime, mais cela ne s'était jamais vu.

Alors la direction a préféré ne pas risquer de voir s'exprimer le mécontentement là-dessus. Elle vient de décider un rattrapage de 0,4 % pour janvier, anticipant ainsi sur les augmentations prévues.

Correspondant LO

LA RETRAITE A 60 ANS :

Pour ceux qui peuvent s'en contenter

Le gouvernement socialiste ne manque pas de mettre au tableau de ses réalisations sociales et engagements tenus la retraite à soixante ans qui entrera en vigueur dès le mois d'avril prochain.

A partir de cette date, tout le monde pourra prendre sa retraite à 60 ans s'il le désire. Jusqu'au 1er avril 1983, il fallait avoir en principe 65 ans pour pouvoir prendre sa retraite, sauf pour certaines catégories de salariés (inaptes, déportés, femmes, certains travailleurs manuels) qui pouvaient bénéficier de la retraite à 60 ans.

Ceci dit, bon nombre de salariés avaient la possibilité de s'arrêter de travailler plus tôt dans le cadre des pré-retraites. Dès le 1er avril 1983, tous les travailleurs qui auront cotisé 37 années et demie à l'assurance vieillesse pourront désormais s'arrêter s'ils le veulent. Mais par rapport à ceux qui bénéficient des régimes de pré-retraite, y a-t-il vraiment avantage ? Sur le plan financier cela est contestable.

Jusqu'ici, ou plutôt jusqu'au 1er avril prochain, il y avait trois possibilités de partir en pré-retraite avant 65 ans. Tous les travailleurs de plus de 60 ans touchés par un licenciement économique bénéficiaient automatiquement de la garantie de ressources, une allocation égale à 70 % du salaire brut. Pour en bénéficier, il fallait avoir cotisé dix années à la Sécurité sociale. Cette allocation de garantie de ressources a été étendue aux salariés démissionnaires à 60 ans. Autre possibilité : être salarié licencié pour motif économique par une entreprise qui a signé une convention avec le Fonds national de l'emploi (FNE). Dans ce cas, la possibilité de partir en pré-retraite est étendue à la tranche d'âge entre 55 et 60 ans avec toujours 70 % du salaire brut. Enfin, il y a les contrats de solidarité qui, depuis 1982, ont permis aux salariés âgés d'au moins 55 ans de partir en pré-retraite avec 70 % du salaire brut moyen des 12 derniers mois d'activité.

Ces régimes de pré-retraite avaient été mis en place sous l'ancien gouvernement à des fins plus ou moins démagogiques, laissant les caisses de l'UNEDIC sans moyens de financement supplémentaires. Le gouvernement socialiste a résolu le problème en prévoyant une économie de 10 milliards de francs sur les assurances chômage (acceptée par les centrales syndicales), en réduisant les augmentations prévues de l'allocation chômage, en diminuant la durée de l'indemnisation et en instituant des délais de carence. En somme, c'est aux chômeurs que l'on fait payer les pré-retraites.

Mais ça ne suffisait pas encore. Le plan de « redressement » de l'UNEDIC, mis en place par le gouvernement de Mauroy, révise en baisse les indemnisations de pré-retraites en prévoyant à partir du 1er janvier 1983 de les abaisser à 65 % du salaire de référence dans la limite du plafond de la Sécurité sociale (actuellement 7.080 F par mois), et à 50 % pour la part de la rémunération excédant le plafond, sauf pour ceux qui étaient déjà en pré-retraite, qui avaient été licenciés ou avaient conclu un contrat de solidarité avant le 31 décembre 1983 qui continueront, eux, à toucher 70 % de leur salaire.

Dans un premier temps, donc, le gouvernement socialiste économise sur les indemnités chômage, et révise en baisse les pré-retraites. Ensuite, un mois après, il présente l'application de la retraite à 60 ans comme un nouvel acquis social fondamental. Certes, à partir d'avril 1983, tous les allocataires âgés de plus de 60 ans qui totalisent 37 années et demie de cotisations à l'assurance vieillesse seront mis en retraite. Mais pour certains cela signifiera une perte de ressources.

En effet tandis qu'à la pré-retraite on bénéficie de 65 à 70 % de son salaire, un retraité ne touche après 37 années et demie de cotisation qu'une pension égale à 50 % du salaire plafonné de la Sécurité sociale, auquel s'ajoute la retraite complémentaire qui représente 20 % du salaire mais peut varier énormément en fonction des années de référence et ne plus représenter que 5 à 15 % du dernier salaire.

Alors prendre la retraite à soixante ans, cela peut signifier vivre avec 50 à 60 % de son salaire actuel.

Avant de prendre sa retraite à 60 ans, on a donc intérêt à bien faire ses calculs. Et ceux qui sont les plus las et les plus fatigués, qui ont travaillé le plus durement toute leur vie sont ceux qui à l'âge de la retraite sont toujours payés au SMIC ou à peu près. Ce ne sont pas ceux qui pourront bénéficier du niveau de pension le plus engageant.

Et puis s'il est possible de prendre la retraite à soixante ans, cela reste lié à la cotisation de 37 annuités et demie aux caisses de retraite. Or à 60 ans, bien des travailleurs ne totalisent pas encore ce nombre d'années (c'est le cas des femmes qui ont travaillé tard, de ceux qui n'ont pas toujours été déclarés...). Et puis surtout, à 60 ans, peu nombreux sont ceux qui peuvent bénéficier d'un régime complémentaire suffisant puisqu'il manque cinq années de cotisation. Alors combien de travailleurs dans ces conditions pourront bénéficier de l'avancement de l'âge de la retraite ? Certainement une minorité, pas les moins payés, à moins qu'ils soient de toute façon contraints par le chômage.

Patricia MULLAN

USA

Le chômage s'aggrave

Le chômage a encore progressé aux Etats-Unis en décembre. Le nombre des personnes sans emploi a atteint 12,1 millions, soit 10,8 % de la population, contre 10,7 % en novembre. Encore faut-il signaler que ces chiffres ne sont qu'une moyenne, car certaines catégories sont bien plus touchées : 20,8 % parmi les Noirs et 25,5 % parmi les moins de 20 ans.

Plus de la moitié des chômeurs ne reçoivent pas d'allocation, parce qu'ils ne correspondent pas aux critères d'attribution ou parce qu'ils ont dépassé la durée légale de ces attributions. Il faut ajouter à ces personnes sans ressources les « chômeurs découragés », dont le nombre, estimé aujourd'hui à 1,8 million, augmente sans cesse et qui n'ont même pas déposé une demande d'allocation.

Aux Etats-Unis le système d'allocation chômage varie d'un Etat à un autre, tant pour la durée de l'allocation que pour son montant. Mais tous les Etats ont besoin de l'aide du gouvernement de Washington pour financer ces allocations, sous forme d'emprunts plus ou moins bien remboursés jusqu'à présent. Or c'est au moment où les besoins sont les plus importants que Reagan a resserré les cordons de la bourse en demandant des intérêts pour les sommes ainsi prêtées par le gouvernement fédéral aux différents Etats, en réclamant le remboursement et en rendant plus sévères les normes d'extension des prestations.

Par ailleurs, Reagan continue à amputer les programmes sociaux : modification restrictive d'un programme de formation professionnelle, réduction de crédits pour un programme d'assistance aux ouvriers licenciés à cause des importations, restriction de l'aide médicale ou de l'assistance alimentaire. Il a même été question d'imposer les prestations de chômage, mais pour l'instant ce projet a été mis en veilleuse.

Depuis son élection, la politique de Reagan vise ouvertement à faire supporter aux travailleurs le poids de la crise. Reste à savoir s'il réussira à la mener indéfiniment sans rencontrer de réaction de la part de la classe ouvrière américaine.

Claude CHARVET

Chicago : 20 000 candidats pour 3 000 places

La semaine dernière, pour déblayer la neige dans les rues, la mairie de Chicago a proposé 3 000 places d'employés municipaux.

20 000 candidats se sont présentés.

20 000 hommes, femmes, jeunes ou moins jeunes, en majorité des Noirs, qui, comme le montrait la télévision, ont fait la queue de très bonne heure pour retirer un dossier, puis ont attendu longtemps, dans le stade de la ville exceptionnellement ouvert à leur intention, le moment de déposer leur candidature.

Ils étaient venus avec un petit espoir d'échapper au chômage qui est leur lot depuis plusieurs années parfois, comme ce travailleur interviewé, chômeur depuis 3 ans. Le nombre de concurrents a ruiné cet espoir. 17 000 sont repartis comme ils étaient venus, mais encore sûrement plus amers et encore plus écœurés du sort que leur réserve le pays le plus riche du monde. **S.M.**

• *Le gouvernement remet en cause certains aquis antiracistes dans l'administration*

Le ministère de la Justice américain vient de demander à un tribunal fédéral de déclarer illégale la décision de la police de la Nouvelle-Orléans de promouvoir un officier noir pour chaque officier blanc, ce qui conduirait à une égale représentation des deux communautés dans la hiérarchie.

Le ministère fait valoir que l'application de cette décision mènerait à une discrimination de fait contre les officiers blancs. Bref, une discrimination raciale !

L'argument ne manque pas de sel. Mais c'est la deuxième fois que le ministère l'utilise : en décembre dernier, il avait déjà engagé le même type de procédure quand la mairie de Boston avait décidé de licencier autant de pompiers blancs que de pompiers noirs. Il s'agit là en fait d'une attaque contre le système des quotas. Ce système, qui oblige à respecter dans l'embauche la proportion des minorités existant dans la population locale, semble, malgré ses limites, gêner beaucoup l'administration de Reagan.

Après avoir réduit les aides sociales aux indigents, en majorité des Noirs et des Latino-Américains, le gouvernement revient à des pratiques ségrégationnistes de fait dans son administration.

• *Le chômage remplit les prisons*

« Nous ne voulons pas vivre comme des animaux ! » : c'est l'un des slogans brandis par les prisonniers mutinés du pénitencier d'Ossining près de New York, plus connu sous le nom de Sing Sing.

Armés de matraques et de gourdins fabriqués avec des manches à balais, plusieurs centaines de détenus se sont le 8 janvier rendus maîtres du quartier de haute sécurité en prenant 17 gardiens en otages.

Dans la journée du 10 janvier, les détenus ont regagné pacifiquement leurs cellules après que leurs revendications (le droit pour les détenus de recevoir colis et courrier, l'organisation de distractions et l'établissement d'un règlement pour les détenus en transit) ont été lues à la radio. Les prisonniers craignaient en effet que les autorités ne reviennent sur leur accord si les revendications n'étaient pas publiées.

Périodiquement, des révoltes éclatent dans les prisons américaines, conséquences en grande partie du surpeuplement et des conditions de détention. Aux Etats-Unis, la population des prisons a augmenté de 12 % pour la seule année de 1981. C'est la progression la plus importante jamais enregistrée. Une progression qui va de pair avec l'approfondissement de la crise. Ce n'est pas un hasard si la moitié des prisonniers américains sont noirs, la population parmi laquelle on trouve la plus forte proportion de chômeurs. Selon l'hebdomadaire américain **Time**, le nombre de prisonniers devrait doubler d'ici à 1988, si la progression se maintient à ce rythme.

Mais déjà actuellement les Etats-Unis, ce symbole de la démocratie occidentale, est l'un des pays du monde où la proportion de la population incarcérée est la plus importante, avec l'URSS et l'Afrique du Sud.

Pierre CHAMBEY

ITALIE

Manifestation contre l'austérité

En Italie, le nouveau train de mesures d'austérité décidé par le gouvernement a provoqué la réaction des travailleurs. Ces mesures constituent une nouvelle attaque contre le niveau de vie de la classe ouvière. D'ailleurs, de l'aveu même de Fanfani, le chef du gouvernement, **« presser davantage le citron n'est pas possible ».**

Pour presser le citron, Fanfani le presse ! Augmentation des taxes sur le logement, augmentation des tarifs publics, relèvement à 20 % du ticket modérateur sur les médicaments (5 % pour les antibiotiques), à 30 % sur les analyses de laboratoire (un moment envisagé, le non-remboursement du premier jour de maladie a été remis à plus tard) !

Jeudi 6 et vendredi 7 janvier, des manifestations importantes ont eu lieu, sans avoir été appelées par les syndicats. Celle de Rome, chargée par la police, s'est soldée par 7 blessés ; l'aéroport de Rome a été occupé pendant deux heures. A Milan, 50 000 travailleurs de la métallurgie, de la chimie, des transports et des banques ont manifesté leur colère, ainsi qu'à Gênes, Naples et Florence. Lundi 10 janvier, deux heures de grève générale ont été observées dans tout le pays, cette fois à l'appel des syndicats qui, pour canaliser le mécontentement des travailleurs qui s'exprimait sans eux, ont aussi décidé d'appeler les six millions de travailleurs de l'industrie à une grève générale le 18 janvier. Il faut dire que, alors même que le gouvernement annonçait son train de mesures antisociales, se sont ouvertes le 11 janvier des négociations entre patrons et syndicats sur les « aménagements » que le patronat et le gouvernement souhaitent apporter à l'échelle mobile des salaires. La question n'est pas nouvelle car cela fait 18 mois que les patrons, de toute façon, ont dénoncé l'accord sur l'échelle mobile des salaires et ne le respectent plus.

Quoi qu'il en soit, si les syndicats se décident à proposer quelques actions à la classe ouvrière pour riposter à l'attaque du patronat et du gouvernement, c'est bel et bien parce que les travailleurs ne les ont pas attendus, descendant dans la rue par dizaines de mille et affrontant même la police.

Laurence VINON

NOUVELLE-CALEDONIE

La révolte d'une communauté canaque contre la destruction de ses seuls moyens d'existence

Lundi 10 janvier, deux gendarmes français ont été tués et quatre autres blessés dans un affrontement avec un groupe de Mélanésiens dans la région de La Foa, sur la côte ouest de la Grande-Terre, au nord de Nouméa. Le lendemain mardi, cent cinquante gendarmes, appuyés par cinq hélicoptères, organisaient un vaste ratissage dans la région. Sept personnes ont été arrêtées. L'après-midi de ce même jour, c'est à Nouméa même que les forces de police procédaient à sept autres nouvelles arrestations. D'autre part le gouvernement a fait acheminer en Nouvelle-Calédonie un nouveau renfort de gendarmerie, expédié d'urgence de Polynésie, alors qu'un escadron de gendarmerie doit partir de la métropole pour relever celui dont faisaient partie les gendarmes tués, qui serait, lui, renvoyé à sa base d'Aunay-sur-Odon (Calvados).

Ainsi, à 20 000 km d'ici, dans quelques îles du Pacifique-Sud, des bataillons de gendarmes envoyés de Normandie, de Bretagne ou d'ailleurs, sont cantonnés pour maintenir là-bas l'ordre colonial. Car c'est bien de cela, et de cela uniquement qu'il s'agit. Même lorsque en septembre 1981, à la suite de l'assassinat du leader indépendantiste canaque Pierre Declerq, le gouvernement de gauche, alors récemment arrivé au pouvoir, envoyait de la métropole de nouveaux renforts de gendarmerie à Nouméa, en affirmant qu'ils seraient là pour éviter les affrontements entre les communautés, ce fut comme d'habitude uniquement contre les victimes, contre les manifestations de protestation des Canaques, qu'ils furent appelés à intervenir les jours suivants.

Et lundi dernier, c'est une fois de plus ce rôle colonial de protection des intérêts des exploiteurs blancs du territoire que joue la gendarmerie, qui fut à l'origine des affrontements. Car c'est pour aider le propriétaire d'une scierie à récupérer son matériel bloqué par les habitants de deux petits villages mélanésiens, que les gendarmes étaient venus ce jour-là dans cette région forestière au-dessus de La Foa. Et c'est alors qu'ils escortaient le matériel repris qu'ils ont été pris sous le feu des fusils de chasse des villageois tentant de stopper le convoi.

Les petites tribus de Koinde et Ouipoin, qui vivent dans ces deux villages (400 habitants environ) sont depuis des années victimes des entreprises forestières qui opèrent dans cette zone : la destruction de la forêt a en particulier accru l'érosion des sols. Et depuis novembre dernier la scierie que venait d'installer un propriétaire caldoche (nom donné aux Blancs de Nouvelle-Calédonie), M. Barbou, polluait les eaux de la rivière. Pour ces villageois qui vivent de maigres cultures de manioc sur des terres si escarpées qu'il faut s'encorder pour les cultiver, et de la pêche des crevettes d'eau douce dans la rivière, cette pollution avait des conséquences dramatiques. Les deux tribus ont donc fait procès à M. Barbou, demandant la fin des activités de la scierie et 25 000 F d'indemnités. Ni la justice, ni le haut commissaire Roynette, représentant du gouvernement français dans le territoire, qui déclarait l'indemnité demandée « exorbitante », ne leur ont donné raison. Par contre, lorsque les villageois ont décidé d'occuper les installations de la scierie pour empêcher son propriétaire (qui avait décidé de quitter les lieux sans payer la moindre indemnité) de déménager son matériel, le tribunal de référé a pris fait et cause pour l'entrepreneur et les gendarmes sont venus prêter main-forte au déménagement.

Quoi d'étonnant alors dans la tournure qu'ont pris ensuite les événements ? Des faits comme ce comportement des exploitations forestières de la région de La Foa expliquent bien la haine que peut nourrir la population mélanésienne vis-à-vis des autorités coloniales : une colère qui ne semble pas isolée, puisque quelques jours à peine avant les affrontements de La Foa, jeudi 6 janvier, dans une localité de la côte est, Touho, la gendarmerie avait été assaillie par un groupe de jeunes Mélanésiens armés de bâtons et lançant des pierres sur le bâtiment.

Ces dernières années ont été marquées par plusieurs incidents semblables : manifestations de la population canaque en septembre 1981 après l'assassinat de Declercq, suivies d'occupations de terres par la population canaque de la région de Canala, affrontements entre jeunes Mélanésiens et gendarmes au cours de la grande braderie de Nouméa en novembre 1981... A chaque fois, la riposte du gouvernement a été la même : ratissage et arrestations dans la population canaque, envoi de renforts de gendarmerie.

Car, même si le gouvernement socialiste envisage de préparer pour le printemps prochain un nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie, les forces de répression françaises sont toujours là-bas pour maintenir l'ordre colonial : défendre les entreprises, les terres, les magasins des Blancs du territoire contre la population pauvre du territoire.

Jacques FONTENOY

Des postes pour les notables, mais pas de justice pour les Canaques.

Après son arrivée au pouvoir, le gouvernement socialiste français aurait bien aimé réussir à désamorcer le potentiel de révolte que contient la situation actuelle de la Nouvelle-Calédonie. Mais, malgré les réformes timidement engagées, il suffit d'un événement comme celui qui vient de se produire pour que les autorités reprennent leur ton habituel et qu'apparaisse l'incapacité des quelques mesures engagées à modifier de façon sensible la situation créée par la colonisation française.

L'opération politique menée par le premier haut commissaire socialiste, Christian Nucci (en poste à Nouméa de décembre 1981 à octobre 1982), menant à la scission entre les deux partis de droite caldoches, le RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République, chiraquien) et le FNSC (Front pour une société calédonienne, giscardien), et l'alliance de ce dernier avec la principale organisation indépendantiste canaque, le FI, ont permis la constitution d'une majorité à l'Assemblée territoriale favorable aux mesures pronées par le gouvernement. Mais la réforme du statut politique du territoire que le gouvernement français se propose de présenter au printemps prochain n'envisage pour l'instant qu'une **« large autonomie ». « Les revendications, y compris celles d'indépendance, sont parfaitement respectables »**, vient de déclarer l'actuel haut commissaire, Jacques Roynette, **« il s'agit de savoir ce qui est possible. Aujourd'hui, c'est l'autonomie ».**

Il est vrai que le Front Indépendantiste, à l'inverse de petites organisations nationalistes canaques comme le Palika (Parti de Libération Canaque), a choisi pour l'instant de jouer cette carte, même si le principal responsable de ce front, M. Tjibaou, devenu vice-président du Conseil de gouvernement du territoire, rappelle que pour lui la revendication de l'autonomie n'est qu'**« une étape »** et que son alliance avec ses **« partenaires de la FNSC, qui sont naturellement nos adversaires »**, n'est que provisoire. C'est probablement la volonté de jouer ce jeu et les postes offerts à sa formation qui expliquent la réaction, pour le moins modérée, du dirigeant du Front Indépendantiste à la suite des événements de La Foa : **« On ne peut encore définir les responsabilités. (...) Il y a semble-t-il de la mobilisation »**, a déclaré M. Tjibaou, qui posait la question : **« Mobilisation, pour quoi faire ? Si c'est encore pour tuer, le Conseil de gouvernement et les partis qui le composent affirment qu'ils ne peuvent appuyer de telles mobilisations. »** Non, les Canaques pauvres de La Foa ou d'ailleurs ne pourront trouver aucun appui auprès de tels notables, fussent-ils indépendantistes.

Et même si l'autonomie envisagée par ces gens-là évoluait dans les mois ou années suivants vers une autodétermination et un vote pour l'indépendance, de quelle indépendance s'agirait-il ? La misère de la population mélanésienne, son exploitation par les colons d'origine européenne seraient-elles supprimées pour autant ? Car sur ce terrain les ordonnances sociales élaborées en mai dernier par le secrétaire d'Etat aux TOM-DOM, en particulier celle concernant la réforme agraire, sont fort limitées et ne changeront pratiquement rien.

Partant du principe que le partage inégal des terres est **« d'autant plus mal ressenti qu'une part importante des terres appropriées fait l'objet d'une exploitation insuffisante »**, l'ordonnance foncière envisage qu'environ 100 000 hectares pourraient être, dans le cadre prévu par cette ordonnance, revendiqués par les Canaques ; 100 000, sur les près de 400 000 hectares possédés par les propriétaires caldoches ! Et même, d'après *Le Monde* du 13 janvier, ce serait tout au plus une vingtaine de milliers d'hectares qui pourraient changer de main, **« si le système fonctionne à la vitesse prévue ».** Et quelles seraient ces terres rachetées par le gouvernement aux Caldoches dans ce but ? Celles, par exemple, qu'ils ne cultivent pas ? Ce ne sont probablement pas, encore une fois, les meilleures. De plus *Le Monde* cite les propos d'un fonctionnaire laissant entendre que les propriétaires caldoches pourraient trouver moyen d'y faire de bonnes affaires : **« En maintenant la pression, ils espèrent faire monter les prix ».**

Alors, dans un tel cadre, même si indépendance il y avait au bout du processus engagé, cela risquerait bien d'être tout au plus une indépendance basée sur une alliance d'une élite fort minoritaire de la population canaque avec les colons d'origine européenne, ou même, au pire, d'un nouvel Etat indépendant sous la coupe des Blancs, continuant à maintenir la population mélanésienne dans les réserves, avec le maintien d'une dépendance économique complète vis-à-vis de la France.

Olivier BELIN

La situation des Canaques : une misère qu'aggrave encore la crise

Le nickel : la grande richesse de l'île, ou plutôt de l'impérialisme français.

La situation des deux petites tribus Koindé et Ouinpin de la région de La Foa est caractéristique des conditions dans lesquelles vivent la majorité des Mélanésiens, la population indigène de Nouvelle-Calédonie : 80 % de ceux-ci vivent en brousse, répartis en 333 tribus, dans de véritables réserves où les colons blancs les ont cantonnés dès la fin du siècle dernier sur les terres les plus pauvres de l'île.

Les Mélanésiens représentent 43 % de la population du territoire (60 500 personnes), contre 49 700 Européens (35 % de la population), le reste étant constitué surtout de Polynésiens et d'Asiatiques. Mais les 24 000 agriculteurs canaques doivent se partager 163 000 ha des plus mauvaises terres, alors que les 2 500 cultivateurs blancs disposent de près de 400 000 hectares. Et ce sont bien sûr les Mélanésiens qui fournissent la main-d'œuvre pour les travaux les plus durs, notamment dans l'industrie minière, la principale richesse de l'île, celle sur laquelle s'est bâtie la fortune des principales familles caldoches (la fortune d'un Lafleur, le député RPR, par exemple).

Mais si la Nouvelle-Calédonie renferme 25 % des réserves de nickel recensées sur la planète, avec la crise économique et donc la baisse de la demande de ce métal, la production de minerais est passée en Nouvelle-Calédonie de 7,7 millions de tonnes en 1971 à moins de 4 millions en 1982. Et les stocks accumulés par la Société Le Nickel (SLN) qui exploite ces ressources représentent actuellement un an de ventes. Alors la SLN, dont la société nationale ERAP détient 50 % des parts, envisage actuellement une nette réduction encore de la production qui passerait « de 3 000 à 2 000 tonnes par mois, et des suppressions de personnel en conséquence » **(*Les Echos* du 11 janvier). Or le nombre de chômeurs en Nouvelle-Calédonie (une grande partie des Mélanésiens sans emploi n'ont même pas droit à être recensés comme tels) est déjà passé en deux ans de 8 000 à 10 000, représentant 20 % de la population active. C'est dire à quel point la situation économique actuelle ne fait qu'aggraver encore les problèmes sociaux.**

J.F.

GRECE

Régime spartiate pour la population

L'importante dévaluation (15,5 %) de la monnaie grecque, la drachme, décidée par le gouvernement d'Athènes le 9 janvier témoigne des importantes difficultés dans lesquelles se débat l'économie de ce pays. Malgré une certaine réduction cette année, son taux d'inflation (20 %) demeure largement supérieur à celui des pays développés auxquels elle est associée, depuis le 1er janvier 1981, au sein de la Communauté économique européenne (CEE).

Or cette entrée de la Grèce dans le Marché commun, loin d'avoir favorisé ses exportations, a au contraire largement contribué à les restreindre, tout en ouvrant son marché national aux produits importés. C'est ainsi que les exportations de citrons grecs se sont limitées cette année à 716 tonnes, alors qu'elles avaient été plus de vingt fois plus importantes l'année précédente : 17 204 tonnes. Inversement, selon le porte-parole de la Grèce dans un colloque officiel, « on a vendu sur le marché grec des agrumes d'Amérique latine ou de Turquie et, dès le début de l'adhésion **(à la CEE)** nous avions du mal à écouler nos raisins secs devant la concurrence turque ou australiênne ». **Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que la balance commerciale grecque soit très largement déficitaire (deux milliards de dollars).**

Peut-être la dévaluation de la drachme permettra-t-elle une amélioration temporaire de la situation. Mais il est douteux qu'elle permette de résoudre la question sur le fond. En effet, la Grèce reste, malgré un certain essor ces dernières années, par bien des côtés un pays sous-développé. C'est ainsi que 12 % de la population de plus de dix ans est analphabète ou que l'agriculture emploie encore plus de 30 % de la population active. L'Eglise orthodoxe possèderait la moitié des terres et, dans certaines régions serait très puissante. C'est ainsi qu'elle aurait menacé d'excommunication ceux qui se marieraient civilement, pour freiner — avec un certain succès, semble-t-il — la mise en place de cette décision du gouvernement socialiste.

L'ouverture des frontières à la concurrence européenne — et par-delà à la concurrence mondiale — souhaitée par les représentants des secteurs les plus compétitifs de la bourgeoisie grecque s'est, dans les faits, traduite par des difficultés accrues pour la majorité de la population.

Selon des témoignages cités par *Le Monde* du 11 janvier, le revenu annuel des producteurs de cerises d'un village serait de 800 francs par personne. Et encore, précise le journal, cette affirmation d'un officiel est-elle contredite par un agriculteur qui parle, lui, de 1 200 à 1 500 francs par an pour une famille de cinq personnes. Le même numéro du *Monde* publie également le témoignage d'un paysan qui affirme : « On a d'abord un problème de survie. Ici, trois habitants sur cinq gagnent moins de 150 francs par an ».

Quant à la situation de la population des villes, elle n'apparaît guère meilleure. 15 % de la population active est au chômage (60 % dans le secteur du bâtiment), un chômage qu'accroît encore un important exode rural (Athènes abrite trois millions d'habitants, sur les dix que compte le pays). De plus, le gouvernement socialiste de Papandréou — tout comme son homologue français — a décidé de limiter les augmentations de salaires qui, alors qu'ils devaient être augmentés de 10 %, n'ont augmenté que de 5 % au 1er janvier 1983. Par contre, les soldes des officiers supérieurs ont été, elles, largement augmentées pour, paraît-il, les rendre conciliants envers la gauche au gouvernement.

Que les socialistes au pouvoir ne soient pas pour grand chose dans l'aggravation de la crise que subit la population, contrairement à ce que prétend l'opposition de droite, c'est évident. Mais qu'ils n'y puissent rien, et surtout qu'ils ne fassent rien pour que la population pauvre des villes et des campagnes n'en fasse pas seule les frais, ne l'est pas moins.

En fait, la Grèce est, comme l'ensemble des pays capitalistes, touchée par la récession économique. Et elle l'est d'autant plus durement qu'elle reste à bien des égards un pays sous-développé, à qui ses « partenaires » du Marché commun ne font pas de cadeaux.

Samuel LATAN

TURQUIE

Un immeuble bâti sans permis de construction s'écroule : 84 morts

En Turquie, dans la ville de Diyarbakir, un immeuble de sept étages habité par cent cinquante personnes s'est écroulé dans la nuit du 2 au 3 janvier. Le bilan est très lourd : 84 morts et 44 blessés.

Cette catastrophe n'a, en fait, rien d'accidentel. Elle est la conséquence des pratiques immobilières scandaleuses des promoteurs qui, face à une gigantesque crise du logement en Turquie, prétendent faire des affaires à tout prix et, dans ce but, se dispensent carrément de demander même un permis de construire et donc de s'engager sur la moindre norme de sécurité. D'après le journal *Le Monde* du 12 janvier, les dirigeants de la Chambre d'ingénieurs d'Istanbul affirment que 41 % des immeubles de cette ville ont été bâtis sans permis.

Le cas de la catastrophe de Diyarbakir est caractéristique de ces pratiques. Le promoteur-constructeur avait fait construire cet immeuble sans **« plan ni aide d'ingénieurs »**, rapporte *Le Monde,* qui précise aussi que des économies avaient été réalisées sur la quantité et la qualité du béton, ainsi que sur les armatures métalliques. Le même promoteur avait réussi à édifier 14 immeubles dans les mêmes conditions, dans la même ville. L'immeuble effondré s'était bien vu refuser le permis de construire ainsi que celui de l'habiter. Il devait même être mis en démolition. Mais cela n'avait en rien empêché le promoteur de vendre les appartements ou d'obtenir l'eau courante et l'électricité en corrompant les services municipaux.

En réalité, la corruption est la règle, et le gouvernement turc montre une complaisance complice vis-à-vis de tout le monde véreux qui fait des affaires immobilières sur le dos de la population. Ainsi, si le constructeur-promoteur de Diyarbakir risque une peine de prison de dix ans maximum. une amnistie a récemment été accordée aux propriétaires d'immeubles bâtis sans permis. La dictature turque sait décidément être clémente dès lors qu'il s'agit d'hommes d'affaires...

Samuel LATAN

Des listes Lutte Ouvrière - Ligu

aux élections m

Texte de l'accord
entre Lutte Ouv
et la Ligue Communiste R

L'accord signé entre Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire sur la base du texte que nous publions dans ces pages va permettre qu'il y ait des listes révolutionnaires dans bon nombre des grandes villes du pays.

Il y avait, et il y a toujours, des divergences entre nos deux organisations à propos de l'attitude envers le gouvernement et les partis qui le soutiennent. Ni les uns ni les autres, nous ne les avons jamais cachées. Mais malgré celles-ci, il a été possible de trouver une base commune dont témoigne l'accord publié aujourd'hui.

C'est cela qui est important : dans un certain nombre de communes, la population laborieuse pourra exprimer son opposition à la droite en votant pour l'extrême-gauche. Elle pourra voter à gauche sans pour autant cautionner la politique d'austérité mise en œuvre par le Parti Socialiste et le Parti Communiste qui gouvernent depuis deux ans.

Si nous participons à cette consultation, ce n'est pas pour autant que nous voulons mêler notre voix au concert de ceux qui nous disent que l'issue du scrutin de mars prochain peut améliorer le sort des travailleurs et des masses laborieuses. C'est au contraire pour dire, entre autres, que les élections ne peuvent changer leur sort. Les électeurs de gauche en font, depuis près de deux ans, l'amère expérience.

Pourtant les grands partis, tant à droite qu'à gauche, s'évertuent depuis des semaines, à nous persuader du contraire. Par-delà l'objet même de ce scrutin qui est de renouveler les conseils municipaux, par-delà leur objectif immédiat qui est, au moins dans les grandes villes, de conquérir des postes, ils veulent faire du scrutin de mars prochain un test politique national. C'est en effet la première consultation générale depuis les élections présidentielles et les élections législatives de 1981.

La droite, soudain amnésique, mène campagne comme si elle n'avait pas été au gouvernement pendant 23 ans, et fait assaut de démagogie pour tenter de récupérer le mécontentement que suscitent les mesures prises par l'actuelle majorité de gauche.

Elle voudrait utiliser ce scrutin pour laisser croire qu'une majorité d'électeurs, y compris parmi les masses laborieuses, souhaite son retour. Mais on peut être assuré qu'un succès des amis de Giscard, Barre ou Chirac renforcerait l'arrogance de ces politiciens et de leurs partisans à l'égard des travailleurs.

De leur côté, les représentants du Parti Socialiste et du Parti Communiste sollicitent les suffrages des travailleurs, en leur expliquant qu'il faut *« serrer les rangs autour d'eux »*. Ils expliquent qu'ils ont besoin d'un nouveau succès électoral pour renforcer leur position face à cette droite. Comme si, depuis près de deux ans, ils n'avaient pas tous les moyens de gouverner. Ils sont au gouvernement. Ils ont la majorité des députés. Les élections municipales ne leur donneront pas de moyens qu'ils n'aient déjà. Ils n'utiliseraient pas un vote en leur faveur pour modifier le cap, et pour prendre des mesures favorables aux travailleurs qu'ils n'ont pas prises jusqu'à présent. Bien au contraire. Ils se serviraient de leur succès électoral comme d'une caution à leur politique actuelle. Ils poursuivraient l'austérité, ils continueraient leur entreprise de remise en cause des acquis des travailleurs afin de leur imposer les frais de la crise, afin de préserver les intérêts de la bourgeoisie. Et par-dessus le marché, ils se serviraient du vote des travailleurs pour expliquer que la classe ouvrière est d'accord avec ces mesures.

Nous pensons que les travailleurs ne doivent pas se laisser enfermer dans le piège électoral qui aboutit à faire croire qu'il n'y a pas d'autre choix, pour exprimer leur refus de la droite, que de cautionner les mesures anti-ouvrières de la gauche.

C'est pourquoi d'ailleurs, là où le seul choix proposé aux électeurs serait entre l'opposition de droite et la majorité gouvernementale, nous pensons à Lutte Ouvrière que sans remords, ni problème de conscience, les travailleurs pourraient alors faire la grève du vote et s'abstenir d'aller mettre un bulletin dans l'urne qui ne peut servir que contre leurs intérêts.

Mais c'est pour cela surtout que nous nous présentons dans un certain nombre de villes, avec la Ligue Communiste Révolutionnaire. Et nous appelons tous les travailleurs, toutes les travailleuses, tous les électeurs et électrices de gauche qui sont d'accord avec ce que nous défendons, sur la base de la plateforme commune qui définit l'accord entre nos deux organisations, à nous aider à constituer ces listes, à nous soutenir dans la campagne électorale qui va s'ouvrir.

Il est souhaitable qu'il y ait un maximum de listes révolutionnaires qui permettront aux travailleurs et aux travailleuses d'exprimer leur soutien aux idées de gauche, leur soutien à la cause des travailleurs, mais aussi leur opposition à la politique anti-ouvrière défendue hier par la droite au pouvoir, aujourd'hui par la gauche au gouvernement.

C'est ce que permettra l'accord conclu entre les deux organisations trotskystes.

Jean-Pierre VIAL

Les élections municipales de mars 1983 seront un test politique, en quelque sorte le premier sondage grandeur nature deux ans après l'élection de Mitterrand à la présidence et d'une large majorité des députés du Parti Socialiste et du Parti Communiste à l'Assemblée.

Tous les jours, les démagogues de l'UDF et du RPR font étalage de leur culot. D'un côté, ils crient au scandale à la moindre réforme qui égratigne les privilèges des capitalistes et des possédants. De l'autre, ils osent utiliser le mécontentement populaire pour verser des larmes de crocodiles sur la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation du chômage. Mais qu'ont-ils fait quand ils étaient au gouvernement ? Ne s'en étaient-ils pas pris au pouvoir d'achat, à l'emploi, aux droits et aux libertés des travailleurs ?

Aujourd'hui, les patrons se félicitent des cadeaux du gouvernement et, en même temps, ils continuent à fermer les entreprises qui ne leur rapportent plus assez de profits. Ils frappent du poing sur la table pour exiger qu'on serre encore davantage la ceinture aux travailleurs.

Les exploiteurs et les politiciens des partis de droite voudraient utiliser un résultat électoral en leur faveur pour faire croire que les travailleurs regrettent leur départ du gouvernement. Eh bien, non ! Les travailleurs n'ont pas à les regretter, ils les ont vus à l'œuvre pendant 23 ans et ils savent qu'ils n'ont rien de bon à attendre de ces gens-là parce qu'ils sont leurs ennemis irréductibles.

Alors, en mars prochain, aucun travailleur, aucun électeur, aucune électrice de gauche ne donnera sa caution aux représentants de la droite.

Mais pour faire échec aux partis des bourgeois et des capitalistes, le moyen est-il d'approuver le gouvernement et la politique des Partis Socialiste et Communiste qui le soutiennent, comme le prétendent aujourd'hui leurs dirigeants ?

Ensemble, le PS et le PCF disposent de deux tiers des députés à l'Assemblée nationale. La gauche — à la présidence, au gouvernement, au Parlement — a entre les mains des pouvoirs considérables. et qu'en a-t-elle fait ? D'abord, les dirigeants du PS et du PCF n'ont pas tenu l'essentiel de leurs promesses, en prétextant du lourd héritage laissé par Giscard et des difficultés liées à la crise économique internationale. Puis, ils ne se sont plus contentés de ne pas changer grand-chose. Ils se sont mis à attaquer ouvertement les conditions d'existence de toute la population laborieuse, y compris les plus défavorisés : les retraités, les chômeurs, les smicards.

Avec l'appui des représentants socialistes et communistes et avec la complicité des directions syndicales, le gouvernement remet maintenant en cause les garanties sociales des travailleurs en matière de santé, d'assurance vieillesse ou chômage. En transformant le blocage en freinage des salaires, il programme la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière pour lui faire payer les frais de la crise du capitalisme. Ce qui ne sera évidemment pas sans conséquence sur celui des autres catégories laborieuses, comme les paysans-producteurs ou les artisans et petits commerçants, dont les ressources sont liées aux revenus des salariés et le sort au bon vouloir des banques et de leurs crédits de plus en plus coûteux.

Tout ce qui est pris dans la poche des travailleurs va dans celle des possédants sous forme de subventions, de dégrèvements fiscaux, de primes diverses et variées, de baisse voire de suppression du paiement des cotisations à la Sécurité sociale et aux caisses de protection collective dont la charge sera désormais assumée par les seuls contribuables. Tout cet argent redistri

e Communiste Révolutionnaire

unicipales

nclu ère volutionnaire

Alain Krivine et Arlette Laguiller aux précédentes élections municipales en 1977.

bué ne sert pas à créer des emplois, à développer les productions utiles à la société, à enrayer les licenciements et freiner les prix. Les patrons et les banquiers s'en servent pour spéculer et investir là où ils trouvent leur intérêt, sans se soucier du chômage, de l'inflation et de leur cortège de misère ; quitte à accentuer le marasme économique.

Le gouvernement, où siègent les représentants du PS et du PCF, met en œuvre une politique d'austérité, brutale et cynique, en comptant pour la faire passer sur le crédit dont il dispose auprès des travailleurs.

Au plan international, ce gouvernement continue de tenir les peuples des prétendus DOM-TOM sous la coupe de la colonisation française. Il maintient ses paras dans le rôle de gendarmes au service des trusts et des dictatures en Afrique et au Liban. Il occupe fidèlement sa place au sein de l'alliance des puissances impérialistes qui dominent le monde.

Les capitalistes se réjouissent sans vergogne de l'application d'une telle politique qui répond à leurs intérêts. Mais ils utilisent toutes les concessions qu'on leur fait pour en demander plus et préparer les conditions du retour au gouvernement de leurs fondés de pouvoir. Ils sont depuis longtemps incrustés dans la haute administration, dans l'armée et la police, où rien n'a changé. Ils tiennent toujours le gouvernail économique et financier du pays, même dans les entreprises nationalisées. Le système du profit continue à dicter sa loi, et de plus en plus durement au fur et à mesure que la crise s'approfondit.

Pour sortir de cette crise, il n'y a pas d'autre issue que de rompre avec la logique du capitalisme, de la course au profit et aux armements : il faut s'attaquer résolument aux privilèges des possédants, leur arracher les leviers de commande, orienter l'économie vers la satisfaction des besoins sociaux et populaires, briser la toute-puissance des industriels et des banquiers en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs. Le gouvernement et sa majorité parlementaire tournent le dos à cette politique. Il suffit que le patronat hausse un peu le ton pour qu'ils s'inclinent. Leur politique est au service de la bourgeoisie. Ils gouvernent sur le dos des travailleurs.

Les travailleurs qui ont voulu le changement le 10 mai, les électeurs de gauche ne peuvent se reconnaître dans cette politique. Ils ne peuvent pas se sentir solidaires de ce gouvernement qui leur réserve tous les mauvais coups.

Les représentants du PS et du PCF disent : « Peut-être êtes-vous déçus, mécontents. Mais cette déception, ce mécontentement, il faut les oublier aux élections, pour ne pas faire le jeu de la droite ». En fait, ils se servent du chantage à la droite pour escamoter leurs propres responsabilités. Certes, beaucoup d'hommes et de femmes mécontents de la politique du gouvernement voteront pour la gauche sans approuver l'austérité, uniquement parce qu'ils ne veulent pas mêler leur bulletin de vote à ceux de la droite.

Heureusement, dans de nombreuses villes, il y aura un autre choix : celui de se faire entendre, de dire vraiment ce qu'on pense.

C'est le choix de voter contre la droite et de voter clairement à gauche, en condamnant ouvertement une politique qui ne sert que les capitalistes et leurs politiciens.

Ce choix, c'est de soutenir les listes présentées par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire.

Nous nous adressons aux électeurs socialistes, pour leur dire qu'ils doivent exprimer leurs désaccords avec ce gouvernement qui impose des sacrifices à ceux qui l'ont élu, pendant qu'il prodigue ses faveurs à ceux qui ne rêvent que de le renverser. Car beaucoup ne sont pas d'accord pour qu'on utilise leurs espoirs en une vie meilleure pour faire passer une politique qui protège les grosses fortunes et dégrade les conditions de vie et de travail des couches populaires.

Nous nous adressons aux électeurs communistes qui ne sont pas d'accord pour que les dirigeants de leur parti soutiennent et mettent en pratique une politique qui va à l'encontre des revendications pour lesquelles ils se battent tous les jours dans leurs usines et leurs quartiers.

Beaucoup ne supportent plus d'accepter ce qui est inacceptable et scandaleux, quand on se réclame de la classe ouvrière.

Nous nous adressons à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs. En votant pour les listes présentées par la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière, ils exprimeront leur volonté de mettre en échec la droite tout en exprimant leur refus de la politique d'austérité du gouvernement.

Ils pourront ainsi montrer qu'ils font moins que jamais confiance aux amis de Giscard et Chirac, et qu'ils ne font pas confiance aux représentants du Parti Socialiste et du Parti Communiste qui les ont trompés.

Bien sûr, à lui seul, un bulletin de vote ne peut pas changer le sort des travailleurs. Mais il peut servir à se faire entendre. Alors, il faut être nombreux pour dire haut et fort que nous ne voulons pas que la gauche continue à faire cette politique que nous condamnons, politique qui favorise le retour de la droite.

Pour construire un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression, pour changer leur sort, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur détermination et leur capacité à se défendre, ensemble et eux-mêmes, dans les entreprises, dans les rues, par la lutte. Les élections municipales peuvent au moins montrer que beaucoup y sont déjà prêts.

Issoire (Puy-de-Dôme)

Un hôpital-hospice d'une autre âge

Lors de la visite surprise de Mitterrand à l'hôpital d'Issoire, vendredi 7 janvier, il n'y a vraiment que lui qui a pu faire mine d'être surpris. Pour les autres, pour les personnes âgées qui séjournent dans l'hospice comme pour ceux qui y travaillent, le décor sordide de cet établissement est malheureusement une habitude.

Situés dans les locaux d'un ancien couvent, transformé ensuite en hôpital militaire, les bâtiments de l'hôpital et de l'hospice sont rassemblés côte à côte et forment un ensemble vieillot, peu engageant, dont l'équipement, tant en matériel qu'en personnel, est très insuffisant. Depuis quelques semaines seulement un nouveau bâtiment, très moderne, qui renferme la médecine générale et la chirurgie, est en service, mais de façon partielle, faute de personnel.

C'est le corps de bâtiment qui sert d'hospice pour les hommes âgés qui bat tous les records : murs dégradés, peintures délavées, portes qui ferment mal, couloirs sombres, escaliers en plein courant d'air.

Il n'y a pas de foyer, mais une seule salle qui sert de cantine, avec tables et chaises. Comme occupation, une télévision. Pas de chambres, ni individuelles, ni même à quatre ou six, comme chez les femmes, mais des dortoirs immenses, séparés par quelques paravents, ce qui n'empêche pas les bruits ni les odeurs.

Le personnel, lui, est débordé : trois agents, dont un seul homme, pour 70 pensionnaires ! Et il faut sans arrêt nettoyer, trier le linge, faire les lits, s'occuper des malades, surveiller tout le monde, amener la nourriture, et tout cela par des escaliers presque en plein air, quel que soit le temps.

Il n'y a qu'un seul ascenseur pour le linge propre et sale, pour amener les malades dans les services spécialisés, pour monter les plats ou redescendre les mourants...

Mitterrand a été choqué en voyant tout cela et a déclaré « qu'il est venu voir ce qu'on ne devait plus voir ». Alors, qu'il passe aux actes en faisant obtenir au plus vite les crédits indispensables. Mais ce doit être encore un rêve : personne ne sait quand se fera le réaménagement de l'hospice. Quant aux nouveaux bâtiments, ils manquent de personnel : Mitterrand à peine reparti, on apprenait que, sur les quatre manipulateurs radio réclamés, deux personnes seulement seraient nommées.

Ce qui a fait dire à une pensionnaire qui n'a pas perdu son sens critique et qui ne s'est pas laissée impressionner par la suite présidentielle ni par les journalistes : « Un président, ce n'est pas pour les pauvres ; on en entend et on en laisse ».

Correspondant LO

SNCF (Triage de Villeneuve-Saint-Georges)

On a frôlé la catastrophe

Dans la nuit du 5 au 6 janvier, on a frôlé la catastrophe au triage. Un nouveau déraillement a eu lieu et, cette fois-ci, il y avait un wagon de matières très dangereuses en cause.

Dans un triage, les wagons descendent une bosse de débranchement en roue libre sur leur voie de destination. Ils sont freinés au début de cette voie par des freins automatiques, des rails-freins, grosses mâchoires d'acier installées sur la voie et qui frottent sur les roues des wagons. Cette fois-ci, deux wagons n'ont pas étés freinés, ils ont traversé tout le faisceau où sont formés les trains (800 m environ) et sont allés percuter un train de marchandises qui démarrait. Plusieurs wagons ont déraillé.

La première chose qu'ont vue les cheminots de la manœuvre du poste S voisin, ce fut le feu sur la voie, au pied du déraillement ; mais non provoqué par celui-ci. Ils se précipitèrent donc pour éteindre ce feu avec l'extincteur du poste. Vide ! Finalement ils dispersèrent le feu avec des moyens de fortune.

L'équipe du wagon de secours, équipe du Matériel spécialisée dans les déraillements arriva presqu'une heure après pour procéder au relevage des wagons. Après les avoir examinés, il fallut se rendre à l'évidence : on devait découper les tampons d'un des wagons pour en dégager un autre, une citerne. Renseignements pris, cette citerne contenait du gaz. On fit donc appel aux pompiers qui, après avoir examiné la citerne pour s'assurer qu'il n'y avait pas de fissure, restèrent au pied du déraillement avec les lances à incendie prêtes à entrer en action pendant que l'équipe du Matériel jouait du chalumeau.

Ce n'est qu'après que l'on apprit le contenu de la citerne. Celle-ci, en provenance de Lacq, contenait 57 tonnes de méthyl mercaptan, gaz très volatil qui sert à parfumer les gaz et qui a la particularité de s'enflammer à l'air. Comme le dit un pompier : « S'il y avait eu une fissure dans la citerne, cela explosait et il n'y avait plus un bâtiment dans le coin ! »

Ce genre d'incident n'a rien d'exceptionnel. Les marchandises dangereuses sont transportées avec peu de précautions particulières, avec souvent une simple étiquette sur le wagon avec une flamme ou une tête de mort pour nous avertir du danger.

Il est d'ailleurs prévu qu'en cas de déraillement d'un wagon contenant des matières radio-actives (il en passe toutes les semaines au triage, à destination du Tricastin ou de La Hague), il faut prévenir en premier lieu les autorités départementales qui prennent les dispositions nécessaires, en l'occurence le plan ORSEC !

D'ailleurs le lendemain, un cheminot signalait une citerne qui fumait bizarrement : les pompiers sont intervenus une nouvelle fois... pour refermer le couvercle de la citerne qui contenait de l'acide chlorhydrique (57 tonnes d'acide).

Correspondant LO

Rouen (La Grande-Mare)

L'action des locataires

A la SCIC, important propriétaire immoblier à Rouen-La Grand-Mare, dans l'une des tours les locataires se sont inquiétés du sort de leurs gardienne. En maladie de plus de trois mois, celle-ci se voit en rupture de contrat de travail.

Ils ont d'abord envoyé une lettre-pétition au directeur de la société, pour montrer leur inquiétude et demander le non-licenciement de leur gardienne. Quelques jours après l'envoi du courrier, la direction propose de rencontrer à son domicile de fonction la gardienne.

Aussitôt les locataires se sont organisés en informant l'ensemble du groupe d'immeubles et en les appelant à venir nombreux accueillir la direction.

C'est ce qui a permis à l'heure actuelle de faire reculer la date du licenciement pour que la gardienne puisse quitter son logement avec des garanties financières (longue maladie, pension, etc.) et matérielles.

La solidarité des locataires avec leur gardienne se révèle efficace, même si tout n'est pas encore réglé.

Le progrès à reculons

La nouvelle SNCF dont on nous rebat les oreilles nous montre son véritable visage.

A la commission mixte du Statut du 23 décembre 1982 la direction déclarait : **« On ne peut diriger une entreprise telle que la SNCF sans infliger de sanctions à incidence financière forte, prises par le chef d'établissement ».** Or les sanctions pécunières sont interdites par la loi du 4 août 1982.

Mais comme, pour les mauvais coups, la SNCF en connaît un rayon, elle ressort une autre sanction ayant elle aussi une incidence financière, mais non interdite par la loi : « la mise à pied ». La mise à pied allant de un jour à 12 Jours est donc introduite à la SNCF.

Est-ce cela, les nouveaux droits des travailleurs dont nous parle le gouvernement ?

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
SNCF Tours-Saint Pierre

Scène vécue

Ce soir-là, il y a du steack-frites au menu. **« Un steack-frites !**
— Il n'y a plus de steack.
— Bon, eh bien un jambon-frites !
— Il n'y a plus de frites. »

Pas la peine de courir les théâtres ou les cinémas pour entendre ce dialogue : c'est une situation courante pour ceux qui vont manger dans les derniers, en 17/24.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
CTA - PTT - Créteil

Le bide

La semaine dernière, à la sortie de la normale, refouille des gardiens. Un camarade arrive au poste de garde le blouson bien gonflé. Le gardien lui demande de l'ouvrir. Le camarade s'exécute. Risée générale : ce n'était qu'une bedaine proéminente.

Sale temps pour les gros, surtout en période de récession.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
RNUR Cléon

TURQUIE

260 peines de mort requises contre les habitants d'une petite ville

Un gigantesque procès politique — un de plus, pourrait-on dire — s'est ouvert le 12 janvier en Turquie. 740 habitants de la petite ville de Fatsa, au bord de la mer Noire, sont accusés *« d'avoir tenté de mettre sur pied un régime communiste »* dans leur bourgade !

Avant même la conclusion du procès, on sait que 260 peines de mort seront requises.

Les habitants de Fatsa avaient lors des élections municipales de 1979 élu un maire soutenu par des organisations de gauche qui, s'appuyant sur des comités de quartier et mobilisant la population, avait fait construire des routes et défricher des terrains. Cette initiative avait suscité ce commentaire dans un journal d'extrême-droite : *« C'est une région rouge libérée ! Mais où est donc l'Etat sauveur ? Quand l'armée interviendra-t-elle pour démolir cette base communiste ?»*.

En mai 1980 avait été organisée à Fatsa une fête rassemblant 100 000 personnes qui, pendant dix jours purent discuter librement, voir des pièces de théâtre, des films.

C'en était trop pour l'armée qui, en juillet 1980, intervint, avec 20 000 hommes pour mettre la ville au pas. 1 000 habitants furent arrêtés. La résistance des habitants de la ville, en août, fut marquée par de violents affrontements avec l'armée et les « loups gris » — les milices d'extrême-droite — qui firent 90 morts.

De plus, les montagnes entourant la ville furent bombardées par l'aviation après le coup d'Etat du général Evren et 3 000 habitants furent arrêtés.

Aujourd'hui donc, 740 habitants de cette petite ville se retrouvent sur le banc des accusés et 260 d'entre eux risquent la mort après avoir été torturés.

Cette répression démente en dit long sur la fragilité de la dictature turque. Il faut que le régime soit terrorisé par son propre peuple pour se lancer dans une telle fuite en avant dans la terreur.

M.R.

AFRIQUE DU SUD

Et quand en plus, il y a la sécheresse

Une importante sécheresse sévit en Afrique du Sud, la plus grave depuis un demi-siècle. Dans certaines régions, elle dure depuis deux ou trois ans, et elle a pris par endroits l'ampleur d'une véritable catastrophe.

Une bonne partie des plantations de blé, de sorgho et de canne à sucre sont déjà perdues. Certains petits paysans blancs, souvent très endettés, sont au bord de la faillite. Le gouvernement afrikaner a même organisé une journée nationale de supplication dans les églises calvinistes afrikaners... la variante « civilisée » des incantations des sorciers africains !

Mais, dans les bantoustans, dans les régions habitées par les Noirs (régions déjà très pauvres), la sécheresse prend l'allure d'une véritable catastrophe. D'après un article du journal *Le Monde* (daté du 5-6 janvier), la production nationale de maïs, aliment de base des Noirs, est tombée de 14 à 8 millions de tonnes. Plusieurs rivières sont réduites à l'état de filet d'eau. La recherche d'eau est devenue une véritable question de vie ou de mort pour les animaux de la région et, du coup, pour la population. La mortalité infantile liée à la malnutrition menace de dépasser le seuil déjà très élevé de 280 pour 1000 (alors qu'elle est de 12 pour 1000 dans la population blanche d'Afrique du Sud). De plus, une épidémie de choléra, qui a déjà coûté la vie à plus de 300 personnes, semble gagner du terrain.

Catastrophe liée aux conditions naturelles ? Sans doute. Mais aussi catastrophe liée aux conditions sociales. Car l'Afrique du Sud est un pays riche, un pays dont l'armée compte des centaines de milliers d'hommes et du matériel qui pourraient être employés pour venir en aide à la population si elle n'était exclusivement utilisée par les Blancs pour réprimer les Noirs.

M.L.

GUATEMALA

La dictature massacre, Washington lui livre des armes

Vendredi 7 janvier, le gouvernement de Washington a annoncé qu'il allait livrer au Guatémala des pièces détachées pour les hélicoptères (utilisés dans la lutte antiguérilla) ainsi que divers matériels militaires annexes, pour une somme totale de 6,36 millions de dollars. Ainsi reprennent officiellement les livraisons d'armes à la dictature guatémaltèque, qui avaient été interrompues en 1977 par Carter après la dénonciation des massacres perpétrés sur la population par l'armée.

Au moment même où l'on apprenait la reprise de ces livraisons, une enquête d'une association grenobloise révélait l'exemple d'un village indien, le village de Xiquin à 50 kilomètres de Guatémala-City, qui a été complètement détruit par l'armée ; il s'agissait d'un des villages que cette association avait aidés à reconstruire après le tremblement de terre de 1976. Sur les 348 habitants recensés au moment de la reconstruction, il ne resterait aujourd'hui qu'une dizaine de survivants.

Les faits concernant ce village semblent remonter à près d'un an, mais ils sont révélateurs des méthodes employées par l'armée guatémaltèque : pour elle tout Indien est un rebelle en puissance ; tout village indien un foyer de guérilla qu'il faut terroriser ou détruire. Et ces pratiques n'ont bien entendu pas changé avec l'arrivée au pouvoir du général Rios Montt qui a pris le pouvoir en mars dernier en organisant, à la plus grande satisfaction du gouvernement des Etats-Unis, un coup d'Etat à la suite des élections qui avaient été trop ouvertement truquées.

Mais pour l'impérialisme américain, une simple rénovation de façade de la dictature a suffi, et Reagan peut, sans scrupule, reprendre son aide militaire aux bourreaux du peuple guatémaltèque.

O.B.

Centrales nucléaires :

La filière d'enrichissement d'Empain-Schneider et CGE

D'après EDF, le nucléaire ce devait être l'électricité à bon marché. En particulier, le programme de construction de centrales nucléaires de grande puissance (réacteurs de 1 300 MW) lancé à partir de 1975 devait abaisser de 5 à 7 % le prix de revient du kilowatt heure. Cela l'a fait au contraire grimper de 10 %. C'est ce qui ressort du récent rapport de la Commission de la concurrence dont *Libération* publiait mercredi 12 janvier plusieurs extraits.

C'est que, depuis les débuts des années 1970, deux groupes se sont partagés le monopole du marché des centrales nucléaires d'EDF : Empain-Schneider a obtenu, par l'intermédiaire de sa filiale Framatome, le monopole de la construction des réacteurs ; CGE-Alsthom, dont le projet de centrales à eau bouillante a été éliminé par EDF, a obtenu en compensation le monopole de la construction des turbo-générateurs électriques équipant les centrales nucléaires, et par la même occasion les centrales thermiques.

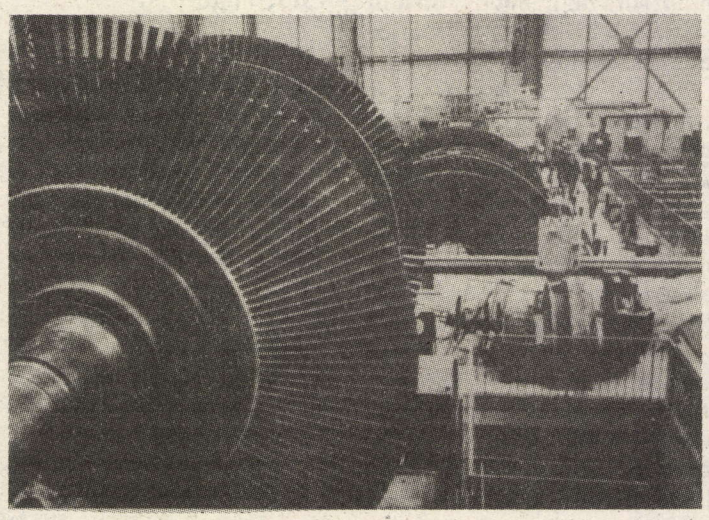
A partir de là, les deux trusts ont pu s'en donner à cœur joie sur les prix. Ainsi la Commission de la concurrence a calculé que, pour la première tranche des centrales de 1 300 KW du contrat passé en 1976, le coût de revient a été entre 11 et 14 % plus élevé que celui des centrales du contrat de 1974 (augmentation en franc constant, c'est-à-dire en plus de la hausse des prix due à l'inflation).

Et comme il n'y a pas de petit profit, c'est jusque dans la fourniture du petit matériel que les deux trusts ne se sont pas gênés pour gonfler les prix. *L'Humanité* du 13 janvier signale que Framatome par exemple facturait à EDF 815 F un joint SIEM qu'elle achetait 11,20 F ; 17 444 F un « cyclone » acheté 2.727 F à l'entreprise Guinard... L'affaire est d'autant plus rentable que les deux trusts s'accaparent en plus par l'intermédiaire de leurs diverses filiales une grande part du marché des équipements annexes et travaux de construction des bâtiments.

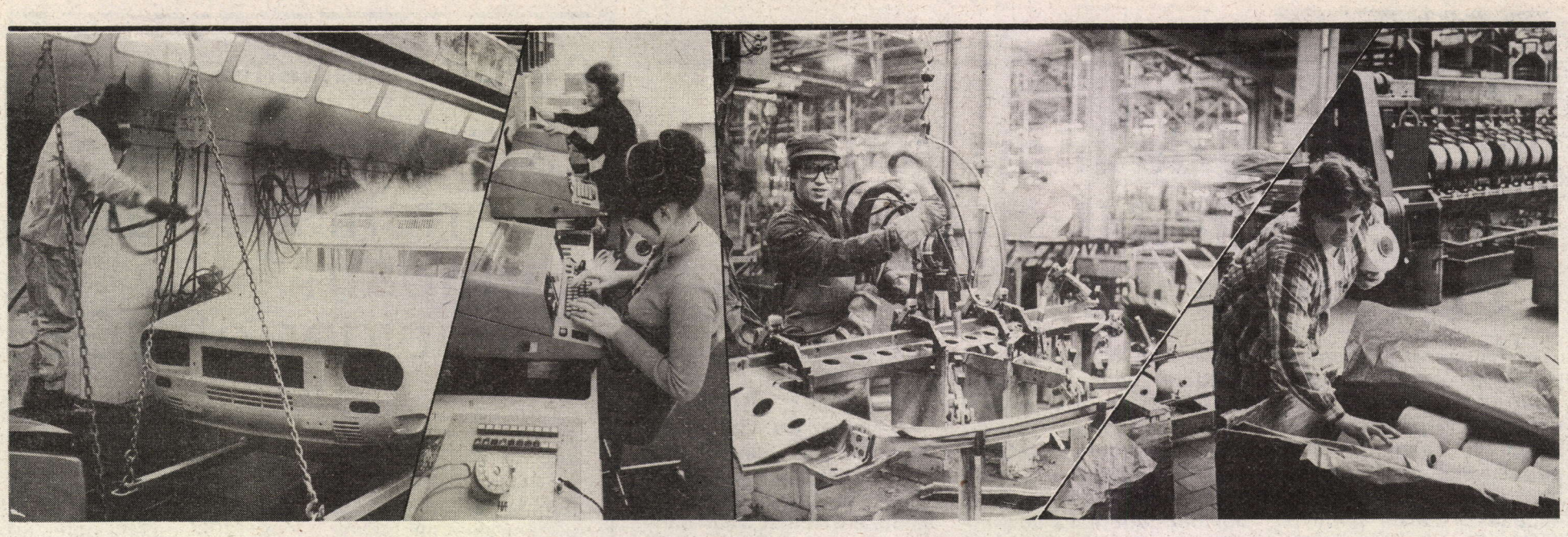
D'ailleurs, la commission constate de façon générale qu'EDF a pris l'habitude de passer la plupart de ses contrats directement par accord bilatéral avec des fournisseurs choisis a priori sans faire d'appel d'offres mettant en concurrence plusieurs entreprises. Ainsi pour la centrale de Laparan, EDF aurait acheté à Neyrpic pour la somme de 141 millions des pompes turbines que l'entreprise suisse Vevey pouvait lui proposer pour 126 millions.

« *Nous sommes là pour mener une politique industrielle, pas pour ménager une concurrence sauvage* », a répondu un responsable de EDF, et la direction d'EDF estime que « *ce n'est pas une maladie honteuse de participer à la politique industrielle nationale* ». Eh oui ! Les entreprises publiques sont là pour offrir des marchés avantageux, voire des subventions déguisées, aux trusts nationaux. Consommateurs d'électricité et contribuables payeront l'addition.

O.B.



Turbines de l'Alsthom pour centrales nucléaires.



dans les entreprises...

La Cellulose de Strasbourg

Une usine qui ferme ses portes, des milliers de travailleurs licenciés

Depuis l'annonce de la fermeture de l'usine de pâte à papier La Cellulose de Strasbourg, les 360 ouvriers de l'usine manifestent leur colère de se voir privés de leur emploi. Dès l'annonce de la fermeture, le 28 décembre, une partie des travailleurs avaient séquestré la direction pendant plusieurs heures. Depuis, c'est presque tous les jours que les travailleurs de la Cellulose sont descendus dans les rues de Strasbourg pour exprimer leur colère. Ils ont ainsi bloqué à deux reprises le pont du Rhin entre l'Allemagne et Strasbourg, de même que la route de Paris, en y déversant du sable et de la sciure. Mardi 4 janvier, ils ont bloqué les trains au départ de la gare et l'accès à la préfecture.

Mais c'est le jeudi 6 que les manifestations ont pris leur plus grande ampleur. Aux 360 ouvriers de l'usine s'étaient jointes près de 2 000 personnes. Ils ont défilé dans les rues de Strasbourg derrière une centaine de poids lourds chargés de grumes et de plaquettes de bois. La fermeture de cette usine touche en amont des centaines de travailleurs : bûcherons, ouvriers des scieries, chauffeurs de camions, travaillant totalement ou en partie pour la Cellulose.

Il faut dire que se sont retrouvés aussi dans cette manifestation de nombreux patrons de scieries, des transporteurs et des propriétaires forestiers, plus inquiets pour leurs affaires que pour les travailleurs menacés. Et les politiciens de droite, écharpe tricolore sur le ventre, tel Robert Baillard, adjoint au maire de Strasbourg, n'ont pas hésité à prendre la tête du cortège, pas gênés d'utiliser à leurs fins, l'inquiétude et la colère légitimes des nombreux travailleurs présents. Proximité des municipales oblige !

Aujourd'hui, les ouvriers de l'usine n'ont pas encore dit leur dernier mot et, comme le disait l'un d'entre eux : « Jusqu'à présent nous avons été gentils. Trop peut-être. Maintenant nous avons décidé de nous faire entendre ». **Reste à savoir s'il y a encore quelqu'un pour écouter.**

La Cellulose laisse aujourd'hui aux pouvoir publics une usine qui ne l'intéresse plus, n'étant pas assez rentable. Le gouvernement de gauche et le Conseil général de la région à majorité de droite se renvoient la balle, s'accusant mutuellement d'être responsables du blocage de la situation. Ainsi Mauroy, qui a reçu une délégation de travailleurs le 6 janvier, se dit prêt à renflouer les caisses de l'usine de 25 millions de francs pour redémarrer l'activité de l'usine pendant... deux ans, et à condition que les collectivités locales versent une subvention équivalente.

Mais les ouvriers de la Cellulose en ont ras-le-bol de ce petit jeu, de ces promesses toujours renouvelées de la relance de la « filière bois » et de maintien de leur emploi dans une nouvelle usine de pâte à papier qui serait installée dans la région... dans quelques années.

Lors de la journée « porte ouverte » organisée par les syndicats, un travailleur disait : « Ce n'est que depuis que nous avons manifesté dans les rues de la ville qu'on sait que nous existons et que nous n'acceptons pas les licenciements ». **Et il regrettait de n'avoir pas exprimé beaucoup plus tôt sa colère, quand l'usine marchait encore.**

Pour l'instant, les 360 ouvriers se disent prêts à défendre chèrement leur emploi. Ils continuent à occuper l'usine et gardent la main sur les 5 000 tonnes de pâte à papier d'une valeur de 12 millions de francs qui restent en stock à l'usine.

Citroën-Levallois

Une semaine de débrayages contre un licenciement

Depuis le début de l'année, les OS de Levallois sont en lutte.

Le lundi 3 janvier, en entrant dans l'usine, les ouvriers étaient attendus aux portes par les groupes de nervis dont la présence était habituelle avant la grève de mai dernier. Ils décidaient de ne pas rentrer le lendemain si ces individus étaient encore là. Le mardi, les nervis étant aux portes, les ouvriers refusaient d'entrer. A 9 heures, la direction dispersait ses « troupes » : les ouvriers entraient alors dans l'usine et décidaient un débrayage pour 10 heures.

A 10 heures, les gars débrayaient plus nombreux que lors de tous les débrayages passés. Ils en profitaient pour mettre en avant la réintégration de leur camarade licencié, fin novembre, sous prétexte d'avoir frappé un contremaître. Le soir même, l'assemblée générale des grévistes décidait de reconduire le mouvement pour le lendemain 10 heures.

Le lendemain matin la CGT, ayant été débordée la veille et voulant conserver l'initiative, repoussait le débrayage de 10 heures à midi.

La direction, s'attendant au débrayage à 10 heures, avait mobilisé tout ce qu'elle avait pu de chefs, d'agents de secteur et délégués CSL. Cette troupe débarquait à 10 heures dans l'atelier avec une banderole **« CSL, nous voulons travailler »**, mais... les gars travaillaient. Les chefs faisaient une drôle de tête et réintégraient, penauds, leur place sous les quolibets des ouvriers.

A midi, les ouvriers débrayaient. Le mouvement fut reconduit jeudi et vendredi. Vendredi, la direction annonçait que leur camarade n'avait pas été licencié mais avait pris son compte avec 12 millions de centimes.

Elle comptait écœurer tout le monde mais, lundi matin, le camarade licencié venait lui-même à l'usine expliquer que la direction mentait, qu'il avait été licencié, qu'il n'avait rien touché.

Lundi, sous le coup de la colère, les ouvriers décidaient alors d'avancer de 12 heures à 8 h 30 leur débrayage.

Plus d'un mois après le licenciement de leur camarade, les travailleurs de Levallois étaient encore bien décidés à ne pas laisser passer ce sale coup de la direction. Et même si les ouvriers ont repris le travail mardi, il y a de bonnes chances pour que la direction n'en ait pas fini avec cette histoire.

Correpondant L.O.

Cognac

Licenciements aux Ateliers de Bobinage Charentais

Lundi 3 janvier, 166 ouvrières, sur les 400 qui travaillent à l'ABC, apprenaient qu'elles étaient licenciées.

Déjà en juin dernier, une grève avait contraint le patron à suspendre pour un minimum de six mois les 70 licenciements qu'il projetait.

Bien entendu, lundi, à l'annonce des licenciements, le travail s'arrêtait aussitôt. Dès le lendemain, les licenciées et une bonne partie des non-licenciées manifestaient et le soir, après une assemblée générale houleuse, une quarantaine d'ouvrières séquestraient le patron. Gros scandale dans le monde patronal charentais. Le responsable du CNPF, outré, venu prêter main-forte à son collègue de l'ABC, déclarait que c'était la première fois qu'il voyait cela en Charente ! Pour se sortir de ce mauvais pas, le patron signait avec les syndicats un texte où il s'engageait à se rendre avec eux au ministère de l'Industrie étudier le problème.

Où en sommes-nous maintenant ?

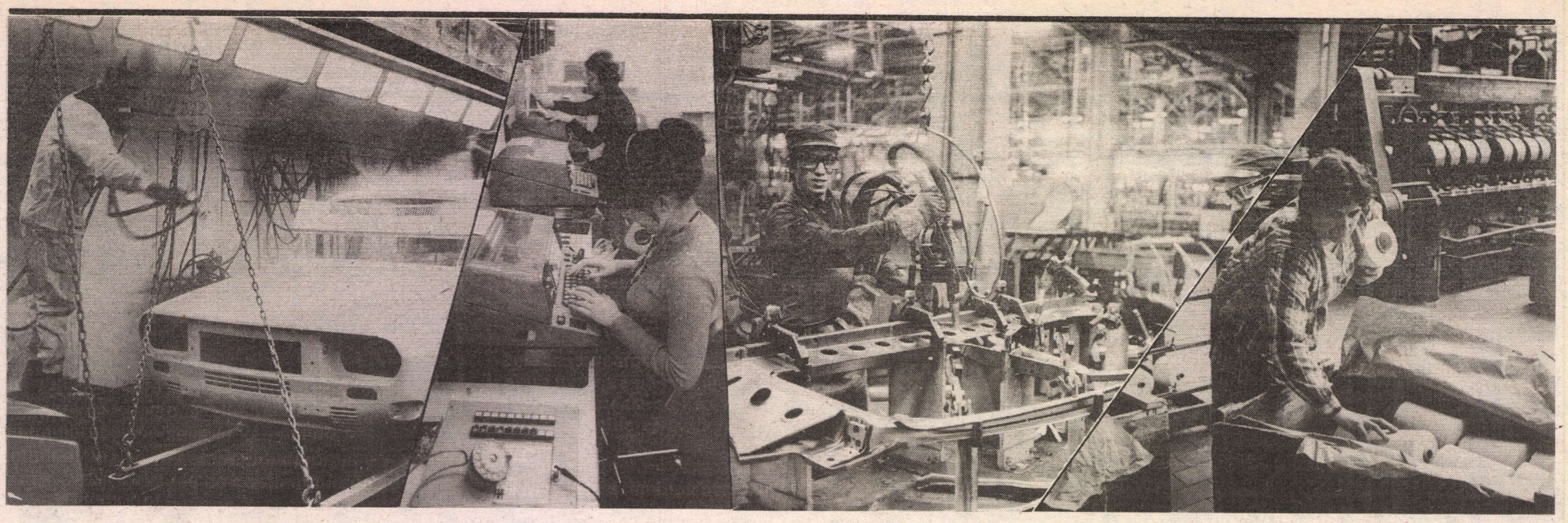
Les licenciées viennent tous les jours à l'usine et font des collectes pour se payer le bus pour, elles aussi, aller à Paris le jeudi 13 janvier.

Sous prétexte de préserver les emplois qui restent, les non-licenciées, soutenues par les syndicats, continuent à travailler.

Personne parmi les licenciées ne se fait beaucoup d'illusions sur une réembauche éventuelle ni sur l'efficacité des pouvoirs publics pour y contribuer.

Mais les travailleuses de l'ABC sont bien décidées à faire le maximum de bruit autour du sale coup dont elles sont victimes.

Correspondant L.O.



dans les entreprises

Renault Véhicules Industriels

Menaces de chômage technique : la direction ne veut indemniser qu'à 30 %

Depuis que l'usine Mavilor de l'Horme, dans la Loire, est en grève, RVI commence à manquer de vilebrequins car la plupart (84 %) proviennent de cette entreprise.

Aussi la direction de RVI Vénissieux a-t-elle annoncé des mesures de chômage technique vendredi 31 décembre pour le mardi 4 janvier et les jours suivants. D'ailleurs il se pourrait bien que le prétexte de la grève de Mavilor ait bien arrangé RVI, car il y avait des bruits de chômage technique depuis quelque temps et on savait que le programme 1983 était en baisse.

Les secteurs concernés étaient: 60 personnes à la Fonderie, 55 à la Forge (qui forge des vilebrequins envoyés à usiner à Mavilor) et 290 travailleurs du Montage moteurs, dont 170 en arrêt total et 120 un jour sur deux.

C'étaient donc 525 travailleurs au total qui devaient être touchés dans un premier temps, et une centaine sont donc restés chez eux mardi matin 4 janvier.

Ces mesures ont été très mal accueillies par les ouvriers concernés, car l'indemnisation prévue n'était que de 7,68 F de l'heure, soit environ 30 % pour un salaire d'OS, alors que d'habitude le chômage technique était indemnisé à environ 60 %.

Le chômage technique a finalement été interrompu dès le mardi après-midi, grâce à la livraison par la CGT de Mavilor de 104 vilebrequins stockés à Mavilor. Cette livraison s'est faite à grand renfort de publicité et la CGT de Mavilor aussi bien que de RVI s'est vantée de cette action *« à haut niveau de responsabilité »*.

La CGT a trouvé là une nouvelle occasion de se poser en bon gestionnaire du *« poids lourd français »* et elle dénonce *« une volonté délibérée de la direction RVI, avec la complicité du CNPF, de mettre le maximum de bâtons dans les roues de la gauche et de mettre en difficultés une entreprise nationale. »*.

Mais, malgré cette action « hautement responsable », le problème n'a été réglé que pour quelques jours, reporté en quelque sorte, puisque le conflit de Mavilor continue. Aussi les travailleurs de RVI sont-ils inquiets, quel que soit leur secteur, car tout le monde risque d'être touché à plus ou moins brève échéance.

A l'usine Ponts, déjà 40 travailleurs ont été envoyés travailler aux usines de Monplaisir et de Bouthéon, et la direction a annoncé qu'elle déciderait au jour le jour s'il y aura ou non du chômage. Aussi les travailleurs ont-ils, d'eux-mêmes, baissé les cadences dans certains secteurs, disant que ce n'est pas la peine de forcer les cadences, si c'est pour se retrouver en chômage après. L'inquiétude s'est manifestée par une importante participation au débrayage organisé par la CGT, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. C'est d'ailleurs au cours de ce débrayage que les ouvriers des Ponts ont appris que la direction voulait augmenter la production de 25 % ! Cette décision est apparue un peu comme une provocation et a donné plutôt envie de travailler moins vite.

Les syndicats demandent que, s'il y a du chômage technique, les travailleurs viennent quand même à l'usine *« pour sauver l'entreprise nationale »*. Mais si les travailleurs suivent leur mot d'ordre, et ce n'est pas impossible, le chômage risquant de durer, ce sera dans le seul but de toucher leur salaire complet, puisque l'indemnisation proposée par la direction amènerait des pertes d'argent trop importantes.

CHAUSSON (Gennevilliers)

A la bonne heure...

A l'usine de Gennevilliers, la réduction d'une demi-heure de l'horaire de travail a été appliquée début janvier, mais à des sauces différentes suivant les secteurs. Dans cette diversité, il y a tout de même un point commun : nulle part dans l'usine le nouvel horaire ne permet de sortir plus tôt...

Le comble, c'est dans l'atelier où est montée la camionnette Trafic Renault. Là, la direction a décrété que la réduction ne serait que de 20 minutes, réparties sur les quatre premiers jours de la semaine, et que la sortie du vendredi se ferait... plus tard qu'auparavant : une demi-heure en équipe du matin et une heure en équipe du soir ! C'est que, dixit la direction, dans notre intérêt, elle compte cumuler sur l'année la rallonge hebdomadaire qu'elle nous impose pour en faire trois ponts.

Mais au Trafic, les ponts, ce n'est vraiment pas notre problème. La preuve : le 7 janvier, le premier vendredi où Chausson comptait nous faire jouer les prolongations, tout le monde a travaillé comme d'habitude, sans tenir compte du nouvel horaire. La direction a bien essayé de s'y opposer, par exemple en arrêtant les chaînes lorsque l'équipe du soir est arrivée une demi-heure plus tôt que le prévoit le nouvel horaire. Mal lui en a pris, car du coup un flux d'OS s'est mis à converger vers le bureau de la direction du personnel. Il y avait longtemps qu'on n'avait pas vu tant d'OS dans le bureau ! Il s'en est suivi des palabres entre direction et syndicats où chacun semblait oublier l'essentiel, jusqu'au moment où un OS a rappelé à tout le monde l'objet de la visite : notre refus de sortir plus tard le vendredi ! Finalement, on a eu droit à quelques menaces : retenues sur salaire, ou encore pas de cars si on ne sortait pas à l'heure voulue par la direction. Rien n'y a fait, tout le monde est bien sorti à l'ancien horaire !

Pour le moment, la direction n'est pas revenue sur sa décision. Mais qu'importe ! Vendredi prochain, les gars du Trafic sont bien décidés à remettre ça !

Correspondant LO

ÉCHOS DES ENTREPRISES

Les salaires loin derrière

D'après la presse, les primes d'assurances ne devraient pas augmenter de plus de 8 % en 1983, conformément aux directives gouvernementales de contrôle des prix.

Eh bien, pour l'assurance-auto, alors que les primes avaient déjà augmenté en octobre, la France a décidé que l'augmentation au 1er janvier serait de 15 à 18 %, selon les risques souscrits.

Nos salaires, par contre, sont bloqués à 8 % !

Après ça, on nous dira que les directives gouvernementales concernaient aussi bien les prix que les salaires !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Compagnie La France

Escroc en gros

Depuis quelques jours sont apposées sur les machines à café des affiches indiquant que le service est interrompu pour cause de fraude.

C'est bien vrai, ça ! Vendre à un prix prohibitif de l'eau tiède légèrement teintée sous le nom de café ne peut être qualifié autrement.

Mais, renseignements pris, ce n'est pas cette fraude-là qui est ainsi sanctionnée. C'est l'indélicat commerçant lui-même qui accuse des travailleurs de s'être procuré l'eau chaude en question en truquant des cartes magnétiques.

Quand les voleurs crient au voleur, il est dur de s'y retrouver. Mais là, il suffit de savoir qui a commencé le premier.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Alsthom Belfort

CIT-Sintra Arcueil

Une solution boiteuse

En fin de compte, la diminution d'une heure à la CIT se fait le vendredi. Mais sortir une heure plus tôt, cela voudrait dire sortir à 14 h 15 ou 14 h 30. Alors, pour que ceux qui mangent au 3e service n'aient pas à reprendre le travail pour un quart d'heure, la direction a réglé la question d'une façon radicale : maintenant, le vendredi matin, tout le monde doit arriver à 7 h 30.

Mais les travailleurs ne sont pas des petites machines à arriver à l'usine au coup de sifflet. Ils ont aussi une vie personnelle, une vie de famille, et surtout des enfants à conduire à l'école ou à la crèche. Et, parmi ceux qui s'organisaient jusqu'à présent pour arriver à 7 h 45, plus d'un (et plus d'une) ont un problème supplémentaire avec cette obligation d'arriver plus tôt.

Par exemple, si la crèche ouvre à 7 h 30 tous les jours (n'en déplaise au patron de la CIT), certains devront se débrouiller pour rattraper ce quart d'heure le soir, ou même perdre un quart d'heure de salaire.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
CIT-Sintra. Arcueil

LIVRES

« La couronne de plumes »

d'Isaac B. Singer

La couronne de plumes **est le titre de la première histoire mais aussi de l'ensemble de ce recueil qui en compte quinze. Mêlant tout à la fois l'étrangeté, le surnaturel et la réalité, Singer nous fait pénétrer dans le monde des communautés juives polonaises d'avant la guerre qui immigrèrent ensuite en partie aux Etats-Unis, en partie en Israël. Les histoires sont d'ailleurs situées tour à tour en Pologne — à la campagne ou à Varsovie — et en Amérique.**

Isaac B. Singer lui-même d'origine polonaise, immigra aux Etats-Unis en 1935. Fils de rabin, il a reçu une éducation religieuse traditionnelle. Après avoir rompu avec la religion, il se mit à écrire nouvelles et romans en yiddish, la langue des Juifs d'Europe de l'Est.

Au travers de ces histoires, l'auteur nous décrit les communautés juives traditionnelles où fleurissent les sectes religieuses, où la vie est réglée par les fêtes et les rites, où les mœurs et les coutumes d'un autre âge, les superstitions, les tabous, les interdits rendent souvent cette vie étriquée, étouffante et parfois barbare.

Et pourtant ce monde replié sur lui-même dans un entourage polonais hostile va être ébranlé par les courants d'idée de la société moderne et surtout par les événements historiques du début du siècle. Aprement combattues par les vieux de la communauté, les idées révolutionnaires font quand même leur chemin.

Lorsque Hitler arrive au pouvoir, certains Juifs fuient le nazisme et s'embarquent, entre autres, pour l'Amérique. Une histoire est consacrée aux difficultés des immigrants pour obtenir le droit de résider aux USA. D'autres décrivent leur vie dans le Nouveau Monde, avec ceux qui s'y adaptent et ceux qui n'y arrivent pas. La dernière histoire se déroule en Russie tsariste à l'époque de la montée révolutionnaire. L'on voit un grand-père ultra-religieux recueillir malgré lui son petit-fils révolutionnaire qui va se faire tuer par la police tsariste au cours d'une émeute. Leurs rapports résument bien quelle fut la situation de cette communauté prise dans les bouleversements sociaux et les grands événements du début du siècle.

Singer s'est voulu le témoin de toute cette époque et sa galerie de portraits d'hommes, de femmes, d'autrefois et de maintenant, rend son livre très attachant. Le lecteur se laisse en plus facilement prendre par la fantaisie et l'humour de l'auteur.

Marie ANTONIN

La couronne de plumes ***d'Isaac B. Singer. Ed. 10/18. 373 pages. 32 F.***

« *La conquête du savoir* »

d'Isaac Asimov

Groupées en quatre thèmes : les horizons de l'espace, du temps, de la matière et de l'énergie, Asimov rassemble de nombreuses découvertes humaines en une brève histoire des sciences. Il montre comment l'homme prit connaissance de son environnement, des antiques navigateurs aux voyageurs spatiaux ; comment il apprit à se repérer dans le temps, faisant reculer l'âge de la Terre des 6 000 ans bibliques à quatre milliards et demi d'années ; comment il comprit finalement que lui-même n'était que le dernier maillon d'une longue évolution biologique ; comment il étudia de plus en plus finement la matière qui l'entoure. Tout au long du livre une large place est faite à la connaissance du système solaire et de l'univers.

Mais Asimov se contente surtout d'une longue et souvent fastidieuse énumération de découvertes successives, abusant des chiffres pour comparer l'infiniment petit des constituants de la matière et l'infiniment grand des dimensions de l'espace et du temps. Vu le titre de l'ouvrage, on aurait pu attendre de la part de l'auteur, scientifique et fertile écrivain de science-fiction, une projection des progrès du savoir humain dans l'avenir. A part quelques courts passages sur les possibilités ouvertes par l'exploration de l'espace, il n'en est rien.

Néanmoins ce catalogue de connaissances est d'un abord facile, sans toutefois être toujours passionnant.

Michel BROUSSE

La conquête du savoir *d'Isaac Asimov. Ed. Mazarine. 448 pages. 85 F.*

Sélection télévision

Samedi 15 janvier

15 h 40. TF1. A la recherche des civilisations perdues : Atlantide ! L'équipe Cousteau explore les Bahamas à la recherche de... l'Atlantide, une civilisation disparue, dit-on, il y a 2 300 ans, au fond des océans... et qui subsiste dans les légendes.

16 h 25. FR3. La naissance d'un océan. Une émission sur l'évolution de la terre, le mouvement des continents. Avec la participation d'Haroun Tazieff.

20 h 35. TF1. Droit de réponse de Michel Polac est consacré une 2e fois à la faim dans le monde avec des anciens prix Nobel dont Alfred Kastler, Marco Panella, député du Parti Radical Italien et Jean Fabre de l'Association nourriture et désarmement. Une dénonciation, dit Kastler, d'un monde **« où on engloutit des sommes énormes pour des œuvres de mort** (plus de 600 millions de dollars par an pour les bombes) **et on ne fait rien pour faire sortir le Tiers Monde de sa misère ».**

Dimanche 16 janvier

18 h. TF1. Les animaux du monde : des séquences, comiques et mettant en scène des animaux, tirées du film **Les dieux sont-ils tombés sur la tête ?**

18 h. A2. Dimanche magazine. Trois sujets : le Zaïre où les paysans ruinés par la chute des cours des produits comme thé et café sont réduits à chercher de l'or. La Pologne et ses groupes rock à la recherche de musique et de liberté ; le désert de Ténéré où doivent être acheminés 80 000 litres d'essence pour... Paris-Dakar.

20 h 35. A2. Chantez-le moi : ces chansons que nous offrent les poètes. Avec Brassens, Montand, Brel, Mouloudji et pour les poètes Musset, Prévert, Aristophane et Queneau.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : le cycle du film noir : La soif du mal, un film d'Orson Welles de 1957.

Lundi 17 janvier

20 h 35. TF1. Cinéma : **Douze hommes en colère,** avec Henri Fonda, réalisé par Sidney Lumet en 1957. Le drame de douze jurés chargés de décider de la vie ou de la mort d'un homme accusé du meurtre de son père.

20 h 35. FR3. Cinéma : **Le vieux fusil,** avec Romy Schneider et Philippe Noiret.

22 h 10. TF1. Santé, une émission de Etienne Lalou et Igor Barrère : **La révolution cellulaire.** Des chercheurs américains tentent de contrôler la cellule en agissant sur sa génétique.

Mardi 18 janvier

NE MANQUEZ PAS :
18 h 55. FR3. Tribune libre de Lutte Ouvrière avec notre camarade Arlette Laguiller.

20 h 35. TF1. Le lac des cygnes. Ballet sur une musique de Tchaïkovski et une chorégraphie de Rudolf Nouréev.

20 h 40. Cinéma : **Coktail Molotov,** film de Diane Kurys qui avait réalisé **Diabolo-menthe.** Les problèmes de trois jeunes avec Mai 1968 comme toile de fond.

Mercredi 19 janvier

20 h 35. FR3. Film anglais : **Les parasites.** Une femme doit élever seule ses quatre enfants et est menacée d'expulsion de son HLM pour retard de paiement de son loyer. L'administration préfère, quant à elle, les grosses dépenses pour fêter les 25 ans de règne d'Elisabeth II que des dépenses d'assistance sociale. Un film réaliste et touchant. Une dénonciation virulente de la misère des uns face à l'insolente richesse des autres.

20 h 35. TF1. Face à face : Fabius-Gattaz. Entre le ministre chargé du budget et le président du CNPF, le courant et l'argent passent.

Jeudi 20 janvier

20 h 35. FR3. Cinéma : **La porte de l'enfer.** Film japonais de 1953 sur une légende historique du XIIe siècle.

22 h 35. FR3. Hommage à René Clair, avec le film court métrage **Entracte** de 1924. Il s'agissait d'un entracte entre deux scènes d'**Entracte,** une pièce jouée par les surréalistes.

Vendredi 21 janvier

17 h 05. A2. Itinéraires : Mali. Périsse le paysan ! Au moment où tous ceux qui parlent de la faim dans le monde affirment que c'est une question de générosité et d'aide, Pierre Cros veut montrer que le sous-développement est question de structure sociale voulue par les pays riches.

21 h 35. A2. Apostrophes de Bernard Pivot est consacré à Aragon. La présence d'un stalinien comme Wurmser équilibrera celle d'un anti-communiste comme Nourissier.

23 h. A2. Ciné-Club : cycle fantastique avec **Frankenstein,** un film américain de 1931 par James Whales. Un film qui fait date dans le cinéma fantastique.

LIVRES

« Une journée plus longue qu'un siècle » de Tchinguiz Aïtmatov

Voici un nouveau roman de Tchinguiz Aïtmatov, auteur connu pour avoir écrit *Le premier maître,* un récit qui faisait revivre les bouleversements apportés dans la société pastorale des steppes kirghizes par l'instauration du régime soviétique dans les années 1920.

***Une journée plus longue qu'un siècle* débute par l'annonce de la mort d'un vieux cheminot dans un petit village du désert de Kara-Ouzet, non loin de la mer d'Aral en Russie.**

La marche dans la steppe vers le cimetière, qui a lieu à dos de chameaux, avec un tracteur et un excavateur, va permettre à un de ses vieux camarades de se rappeler les grands événements qui ont secoué son existence : sa blessure à la guerre, son exil dans cette contrée désolée pour trouver du travail, sa passion pour une femme qui n'était pas la sienne, l'arrestation d'un ancien prisonnier de guerre accusé d'être un traître parce qu'il écrivait ses mémoires, puis sa réhabilitation...

Peu à peu s'égrènent les souvenirs d'Edigueï, un homme simple, habitué à une vie rude, attaché aux traditions, à la religion, aux légendes de la région et qui reproche au fils du mort d'avoir lu beaucoup de livres mais de ne s'occuper que de sa place dans la société : *« Il n'y a donc que ton derrière qui compte. (...) Avant on faisait cas de sa tête, maintenant c'est de son derrière qu'on s'occupe ».* Et il en arrive à se demander si ce n'est pas le but de l'école de transformer ainsi les jeunes en des fonctionnaires sans cœur et foulant aux pieds les coutumes.

En écho aux préoccupations d'Edigueï et sans doute pour marquer qu'elles n'appartiennent pas seulement au passé, l'auteur nous conte également une histoire de science-fiction. Parcourant la steppe avec les villageois, le lecteur va découvrir une base de lancement de fusées (le cosmodrome soviétique, bien réel, de Baïkonour, est effectivement implanté dans la steppe). On va apprendre comment des cosmonautes soviétiques et américains, lors d'une mission commune, sont entrés en contact avec des extra-terrestres beaucoup plus évolués que les terriens puisqu'ils ne connaissent ni Etat, ni guerre, ni violence, et qu'ils se préoccupent du bonheur des générations futures. Face à cette civilisation supérieure et éminemment dangereuse pour elles, les deux grandes puissances sont affolées. Comment réagiront-elles ? Nous ne vous le dirons pas, laissant le soin à Aïtmatov de vous l'apprendre...

Tchinguiz Aïtmatov est né au Kirghistan en URSS. Il est considéré comme l'un des plus grands romanciers soviétiques actuels et certaines de ses œuvres illustrent parfois de façon pesante les orientations préconisées par les autorités en matière littéraire. Mais ce n'est heureusement pas le cas de ce dernier roman, tout en nuance, et dont le personnage principal semble bien vivant.

Joëlle GERARD

Une journée plus longue qu'un siècle *de Tchingiuz Aïtmatov. Ed. Temps Actuels. 386 pages. 75 F.*

« L'hiver du doyen » de Saül Bellow

L'écrivain Saül Bellow fut, à la fin des années 1930, un intellectuel proche de l'extrême-gauche américaine. Il collabora alors à *Partisan Review,* une revue littéraire influencée à l'époque par les trotskystes.

Dans *L'hiver du doyen,* Albert Corde, ancien journaliste, entame une carrière universitaire à l'approche de la cinquantaine.

Corde a épousé une Roumaine. Sa belle-mère est en train de mourir à Bucarest quand commence le livre. Corde et sa femme sont à son chevet. La bureaucratie y est décrite sommairement sous le visage impersonnel du « Colonel ». Sa sympathie va à cette génération d'intellectuels devenus staliniens après la guerre, présentés comme les héritiers de la grande tradition culturelle d'Europe centrale, ayant aidé à mettre en place un régime dictatorial un peu malgré eux. La belle-mère de Corde a d'ailleurs travaillé avec Anna Pauker, une ancienne dirigeante stalinienne roumaine.

A l'Ouest, Corde est mêlé à un retentissant procès à Chicago parce qu'il a mis en accusation le caractère inhumain des grandes villes américaines dans une série d'articles.

Corde symbolise l'intellectuel humaniste écrasé entre les deux modèles monstrueux de société proposés par les super-grands. Mais il n'a pas grand-chose à y opposer, à part ses bonnes intentions.

Cette impuissance étalée rend la lecture de ce livre bien fastidieuse.

Jacques FONTENOY

L'hiver du doyen *de Saül Bellow. Ed. Flammarion. 369 pages. 70 F.*

« *Toujours plus* »

de François de Closets

François de Closets s'adresse au gouvernement actuel pour lui conseiller de « *parler enfin le langage de la vérité aux mieux garantis des salariés français* », qui « *doivent savoir que pour des raisons tant nationales qu'internationales, leur niveau de vie actuel ne pourra être maintenu par les moyens qui permirent de le conquérir* ».

Aujourd'hui, pour l'auteur, la France est divisée en deux grands blocs. Non pas entre les exploiteurs et les exploités, les possédants et les salariés, mais entre « *d'une part une privilégiature haute ou basse qui ignore la crise et d'autre part une population affaiblie qui doit seule assumer la charge de l'économie* ».

Qui sont ces « *affaiblis* » ? Les chômeurs, les smicards, les intérimaires, bien sûr, mais aussi les « *aventuriers du capitalisme* ». Car « *l'entrepreneur capitaliste, si fortuné soit-il, n'est pas un privilégié* »... Les privilégiés justement, sont les membres de toutes les corporations, de ces « *féodalités* » qui échappent aux lois de la concurrence et vivent de véritables rentes de situation : notaires, commissaires-priseurs, hauts fonctionnaires aux primes multiples mais aussi tous ceux qui, parmi les salariés, « s'abritent » derrière un statut, des avantages acquis et qui, non seulement se défendent face à la crise mais en voudraient, d'après l'auteur, « *toujours plus* » ! Pensez donc au « *confort douillet des écureuils* », s'exclame de Closets désignant les employés des Caisses d'Epargne qui ont 7 semaines de congés payés et les 36 heures ! Pensez aux employés d'EDF qui paient leur

courant 4 fois moins cher que tout le monde ! Aux employés de banque, aux agents de la RATP, de la SNCF, qui croulent sous les avantages dus à la situation-clef qu'ils occupent dans l'économie ! etc., etc.

Et de Closets de dresser avec minutie la liste de tous ces « *Facteurs Non Monétaires* » (ces FNM comme il dit), qui à ses yeux révèlent les inégalités les plus criantes.

Aux dires de François de Closets donc, l'important dans cette période de récession est de « *réhabiliter l'entrepreneur* », en « *moralisant* » le capitalisme et pour ce faire, relever par exemple l'impôt sur les successions pour réanimer la concurrence. Mais surtout, et c'est là le principal objet du livre, il faut, dit l'auteur, inciter les salariés à la solidarité : l'avancement de l'âge de la retraite, la réduction du temps de travail, le maintien du pouvoir d'achat, tout cela assuré pour tous ? Ce n'est, dit-il, que « *pure folie économique* », une chimère à laquelle les salariés doivent accepter de renoncer, pour que la « *population affaiblie* » n'ait pas la « *tentation irrésistible de recourir au plus désespéré de tous les arguments : la violence* ».

Cette « *révolution-là* (rien que cela !) nous dit François de Closets, « *peut être accomplie par une politique de gauche* ». « *Le seul avenir raisonnable pour le socialisme en France, c'est le pari de la solidarité. La fameuse rupture, elle n'est pas à créer avec la capitalisme, mais avec les égoïsmes de groupes au sein desquels les patrons ne forment jamais qu'une catégorie parmi d'autres* ».

Dans la société qu'il entrevoit, notre grand réformateur nous propose donc par exemple de choisir : « *Ici une retraite précoce contre un travail de nuit, là une garantie de non-licenciement contre un salaire variable, ailleurs un sous-paiement de 30 % contre la double sécurité de l'emploi et du salaire* ».

Alors finalement puisque de Closets estime que nous avons déjà trop de privilèges, autant s'en accorder un de plus... celui de laisser de côté ce « best-seller » dont on nous rebat tant les oreilles et qui n'est en fait qu'un laborieux plaidoyer pour la libre entreprise et les sacrifices des travailleurs.

Frédéric FERRIERES

Toujours plus *de François de Closets. Ed. Grasset. 329 pages. 69 F.*

FILMS

REPRISE

« *La poursuite impitoyable* » d'Arthur Penn avec Marlon Brando, Jane Fonda et Robert Redford

Tourné en 1965, **La poursuite impitoyable** ressort actuellement sur les écrans parisiens. Ce film d'Arthur Penn, le réalisateur de **Little big man**, est un des rares films qui dénonce avec tant de force le racisme et la bonne conscience haineuse des « petits blancs » américains.

Dans les années 1960, dans une petite ville du Texas, un homme s'échappe de prison. Accusé d'un crime qu'il n'a pas commis, il devient la proie d'une cohorte hystérique qui voudrait lui faire la peau. Le shérif de la ville, écœuré par ce fanatisme, veut empêcher le lynchage. Cela suffit à lui attirer la haine de ses concitoyens.

Partant d'une trame assez simple, le film d'Arthur Penn se présente comme un violent réquisitoire contre cette « Amérique profonde », réactionnaire et raciste.

Les petits-bourgeois qu'il décrit sont de parfaits minables : racistes d'un côté, obséquieux de l'autre, à l'égard d'un magnat du pétrole qui fait la pluie et le beau temps dans la région. Leur horizon se limite à leurs commérages, à leurs beuveries et coucheries. Mais les mêmes médiocres sont toujours prompts à traquer le Noir, à participer à une chasse à l'homme.

Un film qui secoue et révolte. A voir ou revoir.

Stéphane HENIN

Action-Christine 6e. Studio des Acacias 17e.

Le film de Wajda a soulevé dès sa sortie beaucoup de controverses. Les historiens interrogés protestent contre la déformation de l'histoire infligée par Wajda à la Révolution française. Et pourtant bien des critiques ne dissimulent pas leur admiration. Il faut dire que les acteurs sont talentueux, la mise en scène éblouissante. Il faut voir cette dernière entrevue entre Danton et Robespierre à la fois subtile et burlesque ainsi que les scènes du procès de Danton dont les discours sont d'abord redoutables d'efficacité pour devenir de plus en plus dérisoires au fur et à mesure que le procès devient plus fabriqué et truqué. Tout cela est du sacré cinéma et on ne boude pas son plaisir.

Ce qui importe à Wajda, bien sûr, c'est l'affrontement Danton-Robespierre. Danton, c'est Gérard Depardieu qui a sans doute l'impulsion et le dynamisme qu'on prête à Danton mais aussi une allure de voyou dont le style n'est peut-être pas tout à fait celui de cet ancien avocat de la chambre du roi à qui on reprochait son luxe et sa mise soignée.

Mais la vision de Danton par Wajda en vaut sans doute une autre. Et il montre assez bien ce tribun populaire qui se fait des illusions sur l'efficacité de sa seule popularité tout en craignant plus que tout le recours à une insurrection populaire incontrôlable contre la dictature du Comité de Salut Public.

Quant à la signification politique du film, elle est beaucoup plus discutable.

Ce qu'on tire du film est simple : démocratie contre dictature... Danton, Desmoulins, Philippeaux sont les hommes qui en ont assez de la dictature, de la Terreur : *« Assez de sang »*, répète Danton.

Robespierre est montré comme un homme partagé, déchiré même, qui ne se résoud que très difficilement à éliminer Danton et ses partisans : *« Si Danton triomphe, c'en est fait de la Révolution ; et si c'est nous qui l'emportons, c'en est fait de la Révolution aussi »*, dit-il dans le film avant de conclure au moment de l'exécution de Danton : *« La Révolution a fait fausse route »*.

Wajda a choisi de nous montrer la fin de la période de la Terreur révolutionnaire (Robespierre sera exécuté en juillet 1794, trois mois à peine après Danton). Qu'à ce moment-là, les hommes qui avaient sorti la Révolution des difficultés les plus graves qu'elle avait connues quelques mois auparavant se soient posé des questions sur le sens même de leur combat, sur le rapport entre leurs idéaux et la réalité de la révolution, c'est bien possible : *« La Révolution est glacée »*, notait Saint-Just à ce moment-là. Mais Wajda se contente de nous montrer

Sélection *dans les salles parisiennes*

Films récents...

TELL ME.
de Lee Grant.

Deux vieillards, confrontés à la maladie et à la mort, voient renaître leur amour. Un film tout en douceur et en tendresse.

Forum cinéma 1er (vo). Studio Logos 5e (vo).

VICTOR-VICTORIA.
de Blake Edwards.

Bousculant les préjugés, ridiculisant les machos et les super-vamps style hollywood, cette comédie musicale nous emmène avec brio dans le monde du music-hall.

Movies Les Halles 1er (vo). Impérial 2e. Saint Michel 5e (vo). Montparnasse 83 6e. Colisée 8e (vo). Saint-Lazare Pasquier 8e. George V 8e (vo). Marignan 8e (vo). UGC Gare de Lyon 12e. Montparnos 14e. 14 Juillet 15e (vo).

L'OMBRE DE LA TERRE.
film tunisien de Taïeb Louhidi.

La dissolution d'une famille patriarcale aux confins du désert nord-africain.

Studio de la Harpe 5e (vo).

E.T.
de Steven Spielberg.

Des jeunes enfants protègent un Extra-Terrestre. Un conte de science-fiction qui est un éloge à l'amitié et au droit à la différence...

Gaumont Les Halles 1er (vo). Gaumont Richelieu 2e. UGC Opéra 2e. Danton 6e (vo). Marignan 8e. Normandie 8e. Paramount Mercury 8e. Paramount Opéra 9e. Nation 12e. UGC Gare de Lyon 12e. Fauvette 13e. Paramount Galaxie 13e. Gaumont Sud 14e. Montparnasse Pathé 14e. Sept Parnassiens 14e (vo). Kinopanorama 15e (vo). 14 Juillet 15e (vo). Paramount Maillot 17e. Clichy Pathé 18e. Secretan 19e. Gambetta 20e.

UNE CHAMBRE EN VILLE
de J. Demy

La grève des chantiers de St-Nazaire en chansons, par l'auteur des **Parapluies de Cherbourg.**

Olympic Luxembourg 6e. Biarritz 8e.

COMEDIE EROTIQUE D'UNE NUIT D'ETE.
de Woody Allen.

Shakespeare et Bergman revus par Woody Allen. Une parodie drolatique.

Studio Alpha 5e (vo). Monte-Carlo 8e (vo). Paramount Montparnasse 14e.

DIVA.
de Jean-Jacques Beineix.

Un postier aux prises avec sa passion musicale, des trafiquants, des espions et tout un monde marginal et coloré. Suspense et tendresse à la fois.

Movies Les Halles 1er. Panthéon 5e. Gaumont-Ambassade 8e.

... et moins récents

TOM JONES.
de Tony Richardson.

Une peinture pleine de verve de la société anglaise du XVIIIe, de sa petite noblesse campagnarde aux mœurs libres. Un film truculent.

Forum cinéma 1er (vo). Olympic Luxembourg 6e (vo). Olympic Balzac 8e (vo). Escurial 13e (vo). Olympic 14e (vo). 14 Juillet 15e (vo).

LES RAISINS DE LA COLÈRE.
de John Ford.

D'après le roman de John Steinbeck.

Exploitation et révolte des ouvriers agricoles dans l'Amérique des années 1930.

Studio Contrescarpe 5e (vo). Espace Gaité 14e (vo).

YOL.
de Yilmaz Güney et Serif Gören.

A travers les voyages de cinq prisonniers bénéficiant d'une permission pour revoir leur famille, un visage de la Turquie d'aujourd'hui et de l'oppression qui pèse sur le peuple.

UGC-Opéra 2e. Danton 6e (vo). 14 Juillet 6e (vo).

LE TROUPEAU.
de Z. Okten et Yilmaz Güney.

Au travers de la vie d'une famille, les problèmes de la Turquie d'aujourd'hui.

14 Juillet Parnasse 6e (vo).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE.
de Steven Spielberg et George Lucas.

C'est l'aventure pour l'aventure.

George V 8e (vo). Trois Haussman 9e.

CABARET.
de B. Fosse.

A travers un cabaret, l'Allemagne et la montée du nazisme de 1931 à 1933.

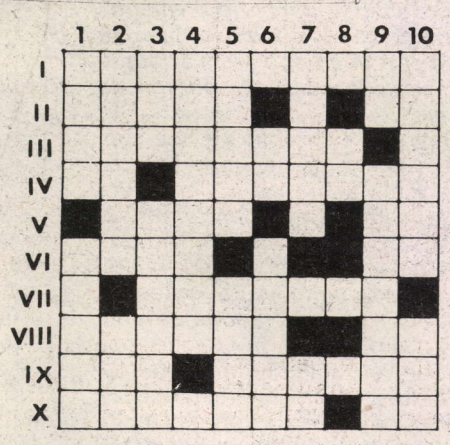
Noctambules 5e (vo). Lucernaire 6e (vo).

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.

D'après le roman de Rosny Ainé, les hommes à l'aube de l'humanité.

Chatelet Victoria 1er. Le Lucernaire 6e.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Leurs élections arrivent. II. Battements de cœur. Règle. III. La CGT le fut un temps. IV. Grecque. Elle aime la chaire fraîche. V. On y perd parfois sa voix. De. VI. Sait prêcher dans le désert. Note. Loutre de mer. Coutume. VII. Parfum. IX. Négatif. Rôdera. X. Elle a la tête dure. Existes.

VERTICALEMENT. — 1. Pronom. Peinture religieuse sur bois. 2. Holding. Donnez-le et vous serez suivi. 3. Ego. Endormant. 4. Etre aux petits soins. 5. A beaucoup servi. Cela n'est pas, en Russie. 6. Velléité de colère. Grand cube. 7. Postérieur. Belle île. 8. Forme d'être. 9. Relie. On l'ouvre avec pêne. 10. Sœur du dieu Hélios. Passage.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	E	R	C	A	N	T	I	L	E
II	I	S	O	T	H	E	R	M	E	S
III	R	O	C	■	U	R	I	A	G	E
IV	O	T	■	■	N	U	A	G	E	■
V	B	E	R	T	■	■	G	E	R	S
VI	O	R	I	G	I	N	E	■	■	E
VII	L	I	E	■	R	O	■	C	R	U
VIII	A	Q	U	E	U	S	E	■	A	L
IX	N	U	R	■	N	■	A	I	S	E
X	T	E	S	T	■	R	U	S	E	S

« DANTON »

d'Andrezej Wajda avec Gérard Depardieu

cela, comme si le seul problème de cette période était : démocratie contre dictature. Pas un mot dans le film sur les enjeux des affrontements. Le spectateur a intérêt à savoir que la France révolutionnaire est en guerre contre l'Europe coalisée, parce que Wajda ne le dit à aucun moment ! Quant à Danton, le souci de nous le présenter comme un partisan du retour à un régime plus modéré fait qu'il n'est même pas question dans le film de l'élimination des Hébertistes, qui ont pourtant été exécutés très peu de temps avant l'élimination des Dantonistes, et qui l'ont été parce que Robespierre et Danton ont fait bloc à la Convention ! Mais il aurait alors fallu montrer les rapports entre le pouvoir révolutionnaire et les Sans-Culottes, entre la bourgeoisie révolutionnaire et le petit peuple et ce n'est pas, à l'évidence, la préoccupation de Wajda.

Le plus discutable est d'avoir isolé l'un des tout derniers épisodes de la Révolution française et, à partir de là, de laisser entendre que toute révolution ne peut que se dévorer elle-même et que les révolutionnaires ne peuvent devenir que des staliniens, même malgré eux. A ce propos Wajda n'hésite d'ailleurs pas à en rajouter. Ainsi, Robespierre donne au peintre David l'ordre d'effacer Fabre d'Eglantine de son tableau *Le serment du Jeu de Paume* (épisode inventé par Wajda, mais l'allusion est évidente à Staline, qui fit truquer des photos de l'histoire de la Révolution russe).

Wajda est bien entendu libre de parler de la période qu'il veut... Mais son film laisse entendre que la seule dictature révolutionnaire possible est celle de cette fin de la Terreur où le Comité de Salut Public ne s'appuie plus que sur les fonctionnaires de la Révolution et sur la police secrète. Or, les mois qui précèdent la période choisie par Wajda, c'est aussi ce qu'on a appelé la Terreur (beaucoup moins sanglante d'ailleurs et pourtant plus efficace) mais c'est aussi la période la plus démocratique de la Révolution française, celle où les armes du Comité de Salut Public, celui que dirigeait Danton comme celui que dirigeait Robespierre, étaient l'initiative populaire, la vigilance des Sans-Culottes invités sans cesse par le pouvoir révolutionnaire à veiller eux-mêmes à l'exécution de toutes les mesures décidées.

Wajda s'est défendu d'avoir fait un film destiné à évoquer la situation polonaise. *« Danton n'est pas Walesa et Robespierre n'est pas Jaruzelski »,* a-t-il dit à Jacques Siclier dans *Le Monde.* Tout de même dans *Les Nouvelles Littéraires,* il affirme pourtant : *« Quant au débat d'idées, oui bien sûr Danton, c'est la démocratie occidentale. Et Robespierre représente, à sa manière, les pays de l'Est. Leur affrontement, c'est donc toute la problématique du temps que nous vivons ».*

Que Wajda ait voulu faire un film qui ait des résonnances en Pologne est certain. Qu'il s'en défende est compréhensible, même si ce n'est pas très convaincant. Quand Wajda dans ses autres films peint la société polonaise, il le fait en démocrate combattant la dictature, et il en peint avec finesse toutes les hypocrisies. Par contre il n'a sans doute guère d'idées sur ce que peut être réellement une révolution. Et il a visiblement trop cherché dans la Révolution française, dans ces seuls quelques mois qui ont précédé Thermidor, des références à ce qui se passe dans les pays de l'Est, sans guère s'élever au-dessus des préoccupations d'un petit bourgeois démocrate, non-violent, et réformiste. Du coup, il reste très étranger à ce que pouvaient être les enjeux réels des affrontements qu'il décrit entre les deux grands chefs révolutionnaires français.

J.J.V.

De 1789 à 1793

La Révolution française a été une révolution bourgeoise par ses dirigeants et par ses résultats, mais une révolution accomplie par le peuple. La bourgeoisie révolutionnaire s'est toujours méfiée du peuple. Elle ne voulait pas d'une République mais d'une monarchie parlementaire, c'est d'ailleurs le régime qu'elle a tenté d'instaurer après le 14 juillet 1789. Mais pour que ce régime soit viable, il aurait fallu que le roi joue le jeu. Or Louis XVI a refusé et même tenté de s'enfuir. C'est alors qu'une autre politique s'est imposée : renverser la monarchie et instaurer la République. Pour cela, il a fallu une nouvelle révolution, celle du 10 août 1792 qui a renversé, avec le roi, les dirigeants bourgeois qui lui étaient liés. D'autres dirigeants bourgeois ont alors pris le pouvoir, les Montagnards, plus radicaux, mais pas plus désireux que les précédents de laisser d'emblée le peuple exercer directement le pouvoir.

En 1793, à la suite de l'exécution du roi, la France s'est trouvée en guerre avec presque toute l'Europe et de plus des soulèvements royalistes ou perpétrés par la bourgeoisie modérée affectaient les deux tiers des départements français. La situation paraissait désespérée. Seule l'utilisation de l'énergie populaire pouvait permettre de sauver la Révolution.

Les sans-culottes à l'Assemblée. C'est en utilisant l'énergie populaire que Danton et Robespierre parvinrent au pouvoir. (Viollet)

Les Montagnards et Robespierre en particulier, auront cette audace et ce courage, et cette politique réussit. Les insurrections intérieures furent vaincues et les armées étrangères repoussées.

Mais les Montagnards se trouvèrent avec deux types d'opposition. L'une reflétant les aspirations de la bourgeoisie modérée, et derrière elle des milieux royalistes, et l'autre celle des classes populaires. Les Montagnards guillotinèrent successivement les représentants de ces tendances. Les Girondins d'abord (bourgeois modérés), puis les Enragés (opposition populaire), puis en mars 1794 Robespierre et Danton, alors bien d'accord, éliminèrent les Hébertistes qui reflétaient les aspirations populaires, et en avril, un mois après ce fut au tour des Dantonistes qui représentaient les modérés. Un coup à gauche, un coup à droite, le pouvoir de Robespierre s'acheminait vers la dictature personnelle, les antagonismes sociaux étant tels que la bourgeoisie ne parvenait pas à exercer son pouvoir de façon démocratique.

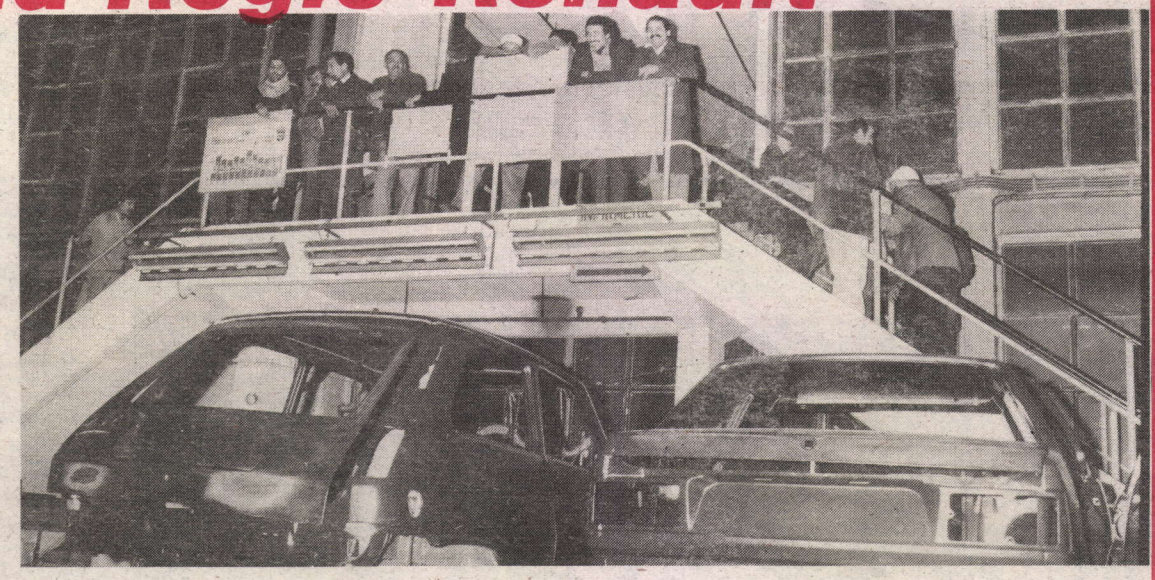
Mais, une fois la Révolution sauvée, grâce à la politique des Montagnards, le besoin d'une dictature appuyée sur la Terreur ne se fit plus autant sentir. Cela permit à la bourgeoisie modérée de prendre le pouvoir en éliminant Robespierre en juillet 1794, trois mois après la mort de Danton. Danton avait, en quelque sorte, eut raison trois mois trop tôt.

Mais pas plus qu'avant la bourgeoisie ne put gouverner démocratiquement. La lutte continua contre les anciens Montagnards, puis contre les royalistes, puis contre Babeuf, puis à nouveau contre les royalistes, et cette fois en faisant systématiquement appel à l'armée, commandée notamment par un certain Bonaparte. Au bout du compte ce dernier prit directement le pouvoir et instaura sa propre dictature. Cette fois la Révolution française était bien terminée.

Les grèves à la Régie Renault

FLINS

Une semaine sans voiture



Des grévistes à Renault-Flins.

A Renault-Flins, on pouvait constater, depuis quelque temps, l'existence d'un certain climat revendicatif, inégal, mais réel.

En Tôlerie R5 par exemple, les délégués CFDT organisaient depuis plusieurs semaines des réunions auxquelles participaient entre 50 et 100 travailleurs. Mercredi 5 janvier, la cinquantaine d'ouvriers du transfert principal, là où on assemble les différents éléments de la caisse de la voiture, se sont mis en grève. Ils réclamaient l'arrêt du transfert, 5 minutes avant l'heure. Cela faisait suite à un mouvement semblable sur le même sujet, une semaine avant. Cette fois-ci, la Régie a cédé en un jour, ce qui est exceptionnel, car sur cette question d'arrêt des chaînes avant l'heure, elle n'avait jamais cédé nulle part. Malgré cela, il a été difficile de faire reprendre le travail aux ouvriers. Malgré le paiement des heures de grève et le succès de leur mouvement, ils hésitaient, manifestant ainsi une certaine volonté de continuer.

LE DÉBUT DE LA GRÈVE EN PEINTURE

Dans d'autres ateliers, par contre, le climat était plus calme. Pourtant, jeudi 6, en Peinture, secteur totalement séparé de la Tôlerie R5, une partie des peintres démarrait la grève pour les 300 F d'augmentation et le maximum du coefficient 185 pour tous, plus une revendication catégorielle : l'accès au coefficient 195 pour une partie d'entre eux, les laqueurs.

Démarrée dès l'équipe du matin, la grève s'est poursuivie l'après-midi. Bien que minoritaires, les ouvriers étaient déterminés. Ils se sont installés à l'entrée des chaînes, en Peinture, pour les bloquer, rejoints immédiatement par tout ce que l'usine compte de délégués et de militants syndicaux mandatés.

Ce qui restait des voitures déjà peintes est passé sur les chaînes, en Mécanique, en Sellerie, puis, plus rien. Vendredi 7 janvier, dans la matinée, les chaînes tournaient à vide. Les ouvriers avertis la veille, forts de l'expérience du printemps dernier, où la direction avait laissé traîner les choses pour lockouter, ont commencé à sortir les cartes et les jeux de dames !

On se retrouvait dans une situation qui devient classique à Flins : une partie des ouvriers d'un secteur clé d'un atelier en grève bloque la production. Le reste des ouvriers regarde le mouvement avec sympathie mais, dans la plupart des secteurs de l'usine, attend la fin de l'épreuve de force. La seule différence, c'est que les deux revendications principales des grévistes, les 300 F pour tous et le 185 maxi, ne sont pas des revendications catégorielles et pourraient être reprises par l'ensemble des travailleurs de l'usine.

Mais, sauf en Tôlerie R5, où une réunion de plus de 100 travailleurs s'est prononcée, vendredi soir, par acclamation, pour la grève, à la veille du week-end, les travailleurs s'installaient dans l'attente.

L'ATTITUDE DES SYNDICATS

Du côté syndical, si les délégués de la Peinture CGT et CFDT ont été dans le coup dès le début, les directions syndicales, elles, étaient plus ennuyées.

Au début, par l'intermédiaire des délégués, elles ont poussé à la constitution d'une liste de revendications du secteur, transformant au passage l'augmentation de 300 F en prime uniforme mensuelle.

Elles espéraient ainsi, d'une part trouver une base de négociation avec la direction, afin d'aboutir à un réglement assez rapide, d'autre part, diminuer les risques d'extension du conflit en mettant en avant des revendications très catégorielles.

On a senti également l'embarras des directions syndicales dans leur attitude au niveau de l'usine. La CFDT, dans un tract, a réclamé, par exemple, le « *185 maxi pour beaucoup* », « *beaucoup* » est ridicule bien sûr, mais cela démontre que sa première préoccupation est de trouver un terrain d'entente avec la direction... bien plus que de défendre jusqu'au bout les revendications des travailleurs, y compris en cherchant la généralisation du mouvement. Bien sûr, on trouve aussi dans ses tracts des appels à l'extension du mouvement. Mais concrètement, les militants syndicaux (et pour la CGT c'est pareil) se rassemblent en Peinture et désertent les autres ateliers.

Pour la CGT, c'est encore un peu plus curieux. Dans certains tracts, elle réussit le tour de force de parler de l'éternel refus de la direction d'accepter le changement, à propos de la grève, sans mettre un mot sur les revendications des grévistes. On pouvait même apprendre, en lisant *L'Humanité* du samedi 8, qu'elle rejetait la responsabilité du mouvement sur la CFDT.

LA DIRECTION ANNONCE RAPIDEMENT LE LOCK-OUT

Dimanche soir, la direction annonçait par la presse le lock-out pour le lendemain de près de 11 000 travailleurs sur les 18 000 de l'usine. D'une part, elle ôtait ainsi la possibilité à la grève de gagner de gros ateliers comme la Tôlerie R5, d'autre part, elle faisait pression sur les organisations syndicales pour qu'elles se montrent « *raisonnables* » et « *responsables* »... c'est-à-dire mettent leur poids dans la balance pour mettre un terme au conflit.

Lundi, les travailleurs lockoutés sont venus aux nouvelles auprès de leurs agents de maîtrise, puis sont retournés chez eux. Les ateliers non lockoutés ont repris le travail, sauf au centre livreur où quelques dizaines de travailleurs ont, au contraire, rejoint la grève.

Face à cette situation, la direction a demandé aux grévistes de choisir parmi les revendications celles auxquelles ils tenaient vraiment. Son objectif était bien sûr de centrer les négociations sur les revendications catégorielles. Mais les ouvriers ont fait savoir qu'ils étaient prêts à renoncer à l'évolution des coefficients, mais pas à l'augmentation de 300 F de leur salaire.

Mardi et mercredi, la situation a peu évolué, hormis un débrayage en Electrolyse touchant quelques dizaines de travailleurs, à partir de mercredi après-midi.

La direction sait d'expérience, que devant les peintres, elle risque de se retrouver avec une série de conflits en cascade, les travailleurs des autres secteurs pouvant se mettre à revendiquer à leur tour. C'est d'ailleurs pour cela que les grèves par secteur, lorsqu'elles ne se généralisent pas, peuvent mener les ouvriers dans une impasse. Car tout repose sur la détermination de quelques dizaines d'entre eux, alors que les revendications concernent l'ensemble des travailleurs et que, pour faire céder la direction, le poids de l'ensemble des travailleurs de l'usine ne serait pas de trop.

Jeudi matin, au cours d'une séance de négociations la direction de la Régie proposait 105 F de prime mensuelle, la récupération d'heures de grève par des samedis travaillés et d'autres... séances de négociations si le travail reprenait. Pour cela, elle proposait un vote avec les travailleurs de Peinture à la prise d'équipe de 14 h.

A l'heure où nous écrivons, rien ne dit que les grévistes de Peinture acceptent ces propositions. D'autre part, comme hier après-midi, la moitié des effectifs de l'équipe du matin dans le secteur Electrolyse s'est mise en grève. Ainsi une centaine de travailleurs de l'Electrolyse ont arrêté le travail.

Jusqu'ici, ils n'étaient pas concernés par le lock-out.

Correspondant LO

BILLANCOURT

Les pistoléteurs en grève

A Renault-Billancourt, les chaînes de montage de la Renault 4 sont arrêtées. Comme à Flins, les pistoléteurs de la Peinture sont en grève.

La grève a débuté mardi matin, à la suite d'une réunion d'atelier, organisée par la CFDT, et qui visait à informer les peintres de la lutte menée à Flins et de la nécessaire solidarité.

Démarrée dans une équipe le matin, la grève a suivi dans l'équipe de l'après-midi et touche donc la totalité du 5e étage de l'île Seguin, qui comprend les deux chaînes de Peinture.

Il y a environ par équipe une centaine de travailleurs en grève. Les revendications des grévistes de Billancourt sont les mêmes que celles avancées à Flins. Les syndicats CGT et CFDT sont présents et cherchent l'ouverture de discussions avec la direction. Jusqu'à ce jour, la direction refuse de discuter sur le fond des revendications des grévistes.

Comme à Flins, le conflit a eu un effet immédiat sur la production puisque les chaînes sont à peu près totalement arrêtées. Quelques dizaines de voitures sortent chaque jour au lieu de plus de huit cents habituellement.

L'extension du mouvement ne semble pas envisagée pour le moment. Les syndicats ne font en tout cas rien pour cela, hormis un peu de concurrence entre la CGT et la CFDT. Les élections de délégués sont proches.

Du côté des travailleurs, c'est aussi l'attente, bienveillante pour le moment, vis-à-vis des grévistes. Les chaînes ne tournent pas mais tout le monde est payé. Pour le moment, la direction n'a pas pris de mesures de chômage.

Correspondant LO

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46-450.